

RAPPORT FINAN
CIER SEMESTRIEL
RAPPORT FINAN
FINANCIER SEME
RAPPORT FINAN
STRIEL
RAPP
ANCIER
SEME

2025

RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025

Sommaire

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2025	3
1.1	Profil du Groupe et chiffres clés du 1 ^{er} semestre 2025	4
1.2	Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2025	5
1.3	Commentaires sur l'activité du 1 ^{er} semestre 2025	6
1.4	Révision à la hausse des perspectives annuelles de croissance organique et de marge d'EBITDA	11
1.5	Définitions financières	11
1.6	Facteurs de risques	11
1.7	Transactions avec les parties liées	11
1.8	Évolution de la gouvernance	12
1.9	Informations concernant le capital social	12
1.10	Évènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels	13
2	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS	14
2.1	État du résultat net consolidé intermédiaire pour les six premiers mois de l'année	15
2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire pour les six premiers mois de l'année	16
2.3	État de la situation financière consolidé intermédiaire – actif	16
2.4	État de la situation financière consolidée intermédiaire – passif et capitaux propres	17
2.5	État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires pour les six premiers mois de l'année	18
2.6	Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2025	19
2.7	Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2024	20
2.8	Notes explicatives	21
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025	48
4	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	50

01

Rapport d'activité du premier semestre 2025

1.1 Profil du Groupe et chiffres clés du 1^{er} semestre 2025

Leader des services circulaires grâce à un modèle de location-entretien optimisé par des technologies de traçabilité, Elis innove chaque jour. Dans ses 31 pays, Elis répond aux besoins de ses clients en matière de protection, d'hygiène et de bien-être, tout en les accompagnant dans l'atteinte de leurs objectifs environnementaux. Avec un savoir-faire opérationnel unique et un profil de croissance organique profitable, Elis crée ainsi de la valeur, durablement, pour ses actionnaires, ses clients et ses collaborateurs.

Répartition du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2025

Par services



Par segment de clientèle



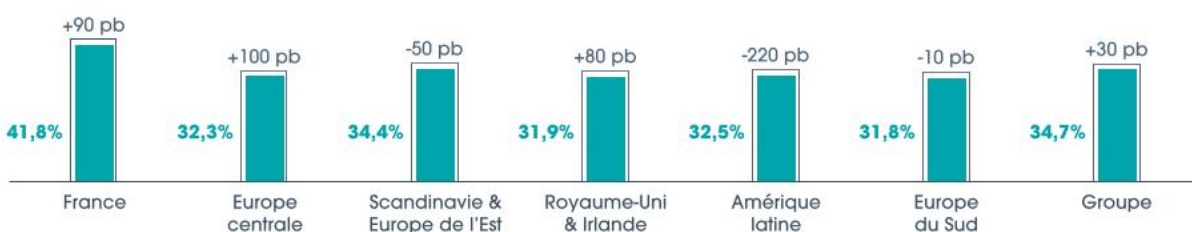
Par secteur opérationnel



Croissance organique et publiée du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2025 par secteur opérationnel



Évolution de la marge d'EBITDA ajusté par secteur opérationnel au 1^{er} semestre 2025 par rapport au 1^{er} semestre 2024



1.2 Faits marquants du 1^{er} semestre 2025

Performance financière très solide au 1^{er} semestre 2025

- Chiffre d'affaires de 2 343,1 millions d'euros (+4,3% dont +3,5% en organique).
- EBITDA ajusté en amélioration de +5,1% à 813,8 millions d'euros.
- Marge d'EBITDA ajusté à 34,7% du chiffre d'affaires, en hausse de +30 pb.
- EBIT ajusté en amélioration de +3,0% à 353,8 millions d'euros.
- Marge d'EBIT ajusté à 15,1% du chiffre d'affaires, en baisse de -20 pb.
- Résultat net en hausse de +28,6% à 152,5 millions d'euros.
- Résultat net courant en hausse de +2,6% à 213,2 millions d'euros.
- Résultat net courant par action en hausse de +3,0% à 0,85 euro (nombre d'actions sur une base diluée).
- Free cash flow de 31,0 millions d'euros, en ligne avec l'objectif annuel.
- Lever d'endettement financier à 1,92x au 30 juin 2025 en baisse de -0,14x par rapport au 30 juin 2024.

Avec près de 70% de son chiffre d'affaires peu exposé aux cycles économiques, Elis poursuit sa stratégie de croissance, malgré le ralentissement des indicateurs économiques en Europe

- Croissance organique de +4,3% au 2^{ème} trimestre et d'environ +4% au 1^{er} semestre, hors effet calendaire négatif d'environ -0,5 point.
- Forte dynamique commerciale, portée par de nombreuses nouvelles signatures de contrats, en lien avec le développement de l'externalisation et le déploiement des services du Groupe dans toutes les géographies.
- Rebond marqué de l'activité Hôtellerie-Restauration en France et en Europe du Sud au 2^{ème} trimestre.
- Dynamique de prix favorable résultant des ajustements mis en place pour compenser l'inflation des coûts.

Nouvelle amélioration de la marge d'EBITDA ajusté au 1^{er} semestre 2025 : +30 pb à 34,7%

- Poursuite des gains de productivité grâce à l'optimisation des processus industriels et de la logistique, la baisse des consommations des ressources ainsi qu'à de meilleures conditions d'achat de l'énergie.
- Elis continue ses progrès en matière d'engagement RSE : la performance énergétique des blanchisseries européennes s'est améliorée avec une baisse de 2,7% au 1^{er} semestre, par rapport au 1^{er} semestre 2024.

Poursuite de la stratégie d'acquisitions dans les géographies existantes

- Les acquisitions récentes annoncées en Espagne, en Allemagne et en Suisse permettent au Groupe de renforcer la densité de son réseau en ligne plat dans ses géographies existantes.
- Au 1^{er} semestre, les acquisitions contribuent pour +1,8% à la croissance publiée du chiffre d'affaires.

1.3 Commentaires sur l'activité du 1^{er} semestre 2025

Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2025

(En millions d'euros)	2025			2024			Variation		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
France	322,5	361,3	683,8	316,6	346,6	663,2	+1,9%	+4,2%	+3,1%
Europe centrale	300,3	305,3	605,5	275,2	281,6	556,8	+9,1%	+8,4%	+8,8%
Scandinavie & Europe de l'Est	158,7	158,7	317,4	157,0	152,4	309,4	+1,1%	+4,1%	+2,6%
Royaume-Uni & Irlande	138,2	148,7	286,9	132,5	143,4	275,9	+4,3%	+3,7%	+4,0%
Amérique latine	107,9	110,7	218,6	114,5	117,8	232,3	-5,8%	-6,0%	-5,9%
Europe du Sud	96,8	117,3	214,1	90,2	105,4	195,5	+7,3%	+11,3%	+9,5%
Autres	7,7	9,2	16,8	6,4	7,1	13,5	+18,9%	+29,3%	+24,3%
TOTAL	1 131,9	1 211,1	2 343,1	1 092,4	1 154,2	2 246,7	+3,6%	+4,9%	+4,3%

« Autres » inclut les entités manufacturières, les holdings et l'Asie.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Décomposition du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2025

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024	Croissance organique	Croissance externe	Effet change	Croissance publiée
France	683,8	663,2	+3,1%	-	-	+3,1%
Europe centrale	605,5	556,8	+2,6%	+5,7%	+0,4%	+8,8%
Scandinavie & Europe de l'Est	317,4	309,4	+1,6%	-	+0,9%	+2,6%
Royaume-Uni & Irlande	286,9	275,9	+2,8%	-	+1,2%	+4,0%
Amérique latine	218,6	232,3	+7,3%	-	-13,2%	-5,9%
Europe du Sud	214,1	195,5	+6,2%	+3,2%	-	+9,5%
Autres	16,8	13,5	+3,3%	+20,1%	+0,9%	+24,3%
TOTAL	2 343,1	2 246,7	+3,5%	+1,8%	-1,0%	+4,3%

« Autres » inclut les entités manufacturières, les Holdings et l'Asie.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Croissance organique du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2025

	Croissance organique T1 2025	Croissance organique T2 2025	Croissance organique S1 2025
France	+1,9%	+4,2%	+3,1%
Europe centrale	+1,9%	+3,4%	+2,6%
Scandinavie & Europe de l'Est	+1,2%	+2,1%	+1,6%
Royaume-Uni & Irlande	+2,3%	+3,3%	+2,8%
Amérique latine	+6,5%	+8,0%	+7,3%
Europe du Sud	+4,7%	+7,5%	+6,2%
Autres	-2,7%	+8,8%	+3,3%
TOTAL	+2,5%	+4,3%	+3,5%

« Autres » inclut les entités manufacturières, les Holdings et l'Asie.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Chiffre d'affaires du 2^e trimestre 2025

(en millions d'euros)	T2 2025	T2 2024	Croissance organique	Croissance externe	Effet change	Croissance publiée
France	361,3	346,6	+4,2%	-	-	+4,2%
Europe centrale	305,3	281,6	+3,4%	+4,5%	+0,5%	+8,4%
Scandinavie & Europe de l'Est	158,7	152,4	+2,1%	-	+2,0%	+4,1%
Royaume-Uni & Irlande	148,7	143,4	+3,3%	-	+0,4%	+3,7%
Amérique latine	110,7	117,8	+8,0%	-	-14,0%	-6,0%
Europe du Sud	117,3	105,4	+7,5%	+3,8%	-	+11,3%
Autres	9,2	7,1	+8,8%	+20,1%	+0,4%	+29,3%
TOTAL	1 211,1	1 154,2	+4,3%	+1,6%	-1,0%	+4,9%

« Autres » inclut les entités manufacturières, les Holdings et l'Asie.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBITDA ajusté pour les six premiers mois de l'année

(En millions d'euros)	S1 2025	S1 2024 retraité*	Variation
France	285,8	271,4	+5,3%
En % du chiffre d'affaires	41,8%	40,9%	+90 pb
Europe centrale	196,7	175,0	+12,4%
En % du chiffre d'affaires	32,3%	31,3%	+100 pb
Scandinavie & Europe de l'Est	109,3	108,1	+1,1%
En % du chiffre d'affaires	34,4%	34,9%	-50 pb
Royaume-Uni & Irlande	91,5	85,7	+6,7%
En % du chiffre d'affaires	31,9%	31,1%	+80 pb
Amérique latine	71,0	80,5	-11,8%
En % du chiffre d'affaires	32,5%	34,7%	-220 pb
Europe du Sud	68,2	62,5	+9,2%
En % du chiffre d'affaires	31,8%	31,9%	-10 pb
Autres	(8,6)	(9,0)	+4,1%
TOTAL	813,8	774,3	+5,1%
En % du chiffre d'affaires	34,7%	34,5%	+30 pb

(*) Une réconciliation est présentée à la note 1.6 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes.

« Autres » inclut les entités manufacturières, les Holdings et l'Asie.

France

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2025 est en croissance de +3,1% (intégralement organique). La dynamique commerciale est solide sur l'ensemble de nos marchés. En Hôtellerie-Restauration, l'activité au 2^{ème} trimestre est satisfaisante, soutenue par une base comparable favorable et une bonne dynamique prix pour compenser l'inflation de nos coûts.

L'optimisation des ressources (eau et énergie) ainsi que des gains de productivité permettent une amélioration de +90 pb de la marge d'EBITDA ajusté au 1^{er} semestre 2025, à 41,8%.

Europe centrale

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +8,8% au 1^{er} semestre 2025 (+2,6% en organique), avec un effet calendaire négatif d'environ -0,6%. La croissance organique est portée par la bonne performance commerciale des Pays-Bas et de la Belgique. En Allemagne, la croissance reste plus modérée ; nous y maintenons une approche très sélective sur le marché de la Santé, où les opérateurs sont confrontés à de fortes contraintes budgétaires. Les acquisitions de Moderna et de Wasned aux Pays-Bas, respectivement consolidées depuis le 1^{er} mars 2024 et le 1^{er} novembre 2024, ainsi que les acquisitions de Ernst en Allemagne et de Bodensee en Suisse, dont le chiffre d'affaires est consolidé depuis le 1^{er} janvier 2025, contribuent pour +5,7% à la croissance semestrielle de la région.

La marge d'EBITDA ajusté du 1^{er} semestre 2025 ressort à 32,3%, en hausse de +100 pb par rapport à l'année dernière, tirée par de meilleures conditions d'achat de l'énergie dans la zone, et de nouveaux progrès opérationnels en Allemagne.

Scandinavie & Europe de l'Est

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +2,6% au 1^{er} semestre 2025 (+1,6% en organique, avec un effet calendaire négatif d'environ -0,4%). La croissance organique est tirée par les performances de la Finlande et des pays baltes, où nos offres continuent de remporter un franc succès. L'effet prix est limité, en lien avec un taux d'inflation inférieur à celui de 2024. L'environnement compétitif reste difficile au Danemark et nous avons enregistré quelques pertes de volumes, qui restent toutefois limitées.

Au 1^{er} semestre 2025, la marge d'EBITDA ajusté est en baisse de -50 pb par rapport au 1^{er} semestre 2024, à 34,4% ; les marges sont en net progrès dans les pays baltes, restent stables en Suède, mais sont en baisse au Danemark.

Royaume-Uni & Irlande

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +4,0% au 1^{er} semestre 2025 (+2,8% en organique), avec un effet change positif de +1,2%. La dynamique de prix est légèrement inférieure à celle de 2024, reflétant l'inflation en baisse sur le 1^{er} semestre. En Hôtellerie-Restauration, le Royaume-Uni enregistre de nombreuses signatures de nouveaux contrats, mais l'activité de nos clients est assez décevante.

Au 1^{er} semestre 2025, des gains de productivité dans les ateliers et l'amélioration des coûts logistiques contribuent à la hausse de +80 pb de la marge d'EBITDA ajusté par rapport au 1^{er} semestre 2024, à 31,9%.

Amérique latine

La croissance organique de la région est en hausse de +7,3% au 1^{er} semestre 2025, mais la croissance publiée est en baisse de -5,9%, en lien avec l'évolution fortement négative (-13,2%) des devises locales. Au Brésil, la croissance organique est proche de +10%, tirée par le dynamisme commercial en vêtements professionnels (standard et ultra-propre) et en Santé. Au Mexique, la croissance organique est proche de +5%, avec de nombreux appels d'offres décalés au 2^{ème} semestre.

La marge d'EBITDA du semestre est en baisse de -220 pb à 32,5%. Les récentes décisions gouvernementales en matière sociale dans la zone (revalorisation du salaire minimum, réduction progressive du temps de travail, majoration de certaines heures, etc.) ne sont pas encore pleinement intégrées dans nos indices de prix. La marge devrait toutefois se stabiliser au second semestre 2025, par rapport au second semestre 2024.

Europe du Sud

Le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +9,5% au 1^{er} semestre 2025 (+6,2% en organique), tiré par le dynamisme de l'activité Hôtellerie-Restauration. En Industrie, Commerce & Services, le développement de l'externalisation se poursuit et nous enregistrons de nombreuses signatures de nouveaux contrats en vêtements professionnels (standard et ultra-propre). Tous les pays de la région sont bien orientés, notamment l'Italie qui affiche une croissance organique proche de +8%. Enfin, les acquisitions de Carsan et de Bugaderia Neutral en Espagne, dont les chiffres d'affaires sont respectivement consolidés depuis le 1^{er} janvier 2025 et le 1^{er} juin 2025, contribuent pour +3,2% à la croissance totale du semestre.

Au 1^{er} semestre 2025, la marge d'EBITDA ajusté est en légère baisse de -10 pb, à 31,8%, pénalisée par un effet calendaire défavorable. La marge annuelle est toutefois attendue en progression.

Tableau de passage de l'EBITDA ajusté au résultat net

(En millions d'euros)	S1 2025	S1 2024 retraité*	Variation
EBITDA AJUSTÉ	813,8	774,3	+5,1%
En % du chiffre d'affaires	34,7%	34,5%	+30 pb
Dotations aux amortissements, nettes de la quote-part des subventions virée au compte de résultat	(459,9)	(430,6)	
En % du chiffre d'affaires	-19,6%	-19,2%	-50 pb
EBIT AJUSTÉ	353,8	343,6	+3,0%
En % du chiffre d'affaires	15,1%	15,3%	-20 pb
Frais financiers divers	(1,2)	(1,0)	
Autres produits et charges opérationnels (non courant)	(7,7)	(40,8)	
Charges sur paiements en actions (IFRS 2)	(21,1)	(12,5)	
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(43,4)	(42,5)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	280,5	246,9	+13,6%
Résultat financier net	(64,9)	(66,5)	
Charge d'impôt	(63,1)	(61,8)	
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	152,5	118,5	+28,6%
RÉSULTAT NET	152,5	118,5	+28,6%

(*) Une réconciliation est présentée à la note 1.6 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.
Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBIT ajusté

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT ajusté est en baisse de -20 pb au 1^{er} semestre 2025. Les dotations aux amortissements en pourcentage du chiffre d'affaires atteignent 19,6% au 1^{er} semestre 2025, contre 19,2% au 1^{er} semestre 2024. Cette évolution reflète les fluctuations des investissements en linge sur les quatre dernières années : 2021 a été une année modeste, tandis que 2022 et 2023

ont connu une forte hausse, sous l'effet conjugué de l'inflation et d'un phénomène de rattrapage. Depuis l'été 2024, les investissements en linge ont été fortement réduits, ce qui devrait se traduire par une baisse progressive du ratio des dotations aux amortissements à partir du second semestre 2025.

Résultat opérationnel

Les principaux éléments entre l'EBIT ajusté et le résultat opérationnel sont :

- Les autres produits et charges opérationnels dont la forte baisse est liée à la réévaluation en 2024 de plusieurs compléments de prix (principalement celui de l'acquisition réalisée au Mexique en 2022, pour environ 25 millions d'euros) ;
- Les charges sur plans d'actions gratuites qui correspondent au traitement comptable prévu par la norme IFRS 2. Elles sont en augmentation par rapport au 1^{er} semestre 2024 à 21,1 millions d'euros, en lien avec la hausse du cours de l'action sur les trois

derniers exercices ainsi qu'avec l'ajustement des provisions pour charges patronales dont le taux de contribution augmente de 20% à 30% en application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;

- L'amortissement des incorporels liés aux acquisitions passées, relativement stable puisque l'essentiel provient de l'acquisition de Berendsen en 2017.

Résultat financier net

Au 1^{er} semestre 2025, la charge financière nette s'élève à 64,9 millions d'euros, un niveau relativement stable par rapport au 1^{er} semestre 2024. La hausse des charges d'intérêts, liée aux conditions de financement plus élevées en 2025, est compensée

par une baisse de la charge de désactualisation, conséquence du paiement du dernier earn-out relatif à l'acquisition mexicaine de 2022 (diminution d'environ 7 millions d'euros).

Charge d'impôt

Au 1^{er} semestre 2025, la charge d'impôt s'élève à 63,1 millions d'euros, relativement stable par rapport au 1^{er} semestre 2024. Le taux d'impôt effectif moyen est en forte baisse à 29,3% au 30 juin

2025 (contre 34,3% au 30 juin 2024), en conséquence de l'absence, en 2025, d'ajustements de compléments de prix significatifs, non déductibles fiscalement.

Résultat net

Le résultat net ressort en forte hausse de +28,6% au 1^{er} semestre 2025, à 152,5 millions d'euros contre 118,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024.

Tableau de passage du résultat net au résultat net courant

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024 retraité*	Variation
RÉSULTAT NET	152,5	118,5	+28,6%
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	43,4	42,5	
Charges sur paiements en actions (IFRS 2)	21,1	12,5	
Charge de désactualisation du complément de prix de l'acquisition réalisée au Mexique	0,7	7,8	
Autres produits et charges opérationnels (non courant)	7,7	40,8	
Effet d'impôt (aux taux normaux)	(17,5)	(14,3)	
Contribution exceptionnelle - Impôt français sur les sociétés	5,4	0,0	
RÉSULTAT NET COURANT	213,2	207,8	+2,6%
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	(0,0)	
RÉSULTAT NET COURANT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE (A)	213,2	207,8	+2,6%
Intérêts financiers liés aux obligations convertibles (B)	6,7	6,5	
RÉSULTAT NET COURANT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE, AJUSTÉ POUR L'EFFET DE LA DILUTION	219,9	214,3	+2,6%
Nombre d'actions, de base (C)	234,9	235,8	
Nombre d'actions, dilué (D)	258,9	259,9	
RÉSULTAT NET COURANT PAR ACTION (EN EUROS) :			
de base, revenant aux actionnaires de la société mère = A/C	0,91	0,88	+3,0%
dilué, revenant aux actionnaires de la société mère = (A+B)/D	0,85	0,82	+3,0%

Une réconciliation est présentée à la note 1.6 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

Le résultat net courant ressort à 213,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, en hausse de +2,6% par rapport au 1^{er} semestre 2024. Le résultat net courant par action est en hausse de +3,0% à 0,85 euro (nombre d'actions sur une base diluée).

État des flux de trésorerie

(En millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
EBITDA AJUSTÉ	813,8	774,3
Annulation des (plus) ou moins-values de cessions d'immobilisations et des variations de provisions	1,4	2,0
Éléments exceptionnels monétaires figurant en autres produits et charges opérationnels	(9,2)	(11,5)
Charges sur paiements en actions (contributions sociales)	(7,8)	(1,7)
Frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel)	(1,2)	(1,0)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	796,9	762,1
Investissements nets	(431,8)	(430,5)
Variation du besoin en fonds de roulement	(113,0)	(77,5)
Intérêts financiers nets versés	(66,0)	(58,9)
Impôts versés	(67,7)	(64,6)
Paiement des passifs locatifs (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(87,3)	(75,3)
FREE CASH-FLOW	31,0	55,5

Investissements nets

Au 1^{er} semestre 2025, les investissements nets du Groupe augmentent d'environ 1,3 million d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2024.

En pourcentage du chiffre d'affaires, le ratio s'établit à 18,4 % (contre 19,2 % au 30 juin 2024). Cette évolution traduit une meilleure maîtrise des investissements en linge, ainsi qu'une dynamique de prix favorable sur ces achats. Cette diminution est partiellement compensée par l'augmentation des loyers.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au 1^{er} semestre 2025, la variation du besoin en fonds de roulement est négative à -113,0 millions d'euros, un niveau caractéristique d'un premier semestre. La variation par rapport au 1^{er} semestre 2024 s'explique par le calendrier de paiement des fournisseurs. Le ratio d'encaissement clients reste très bon, en légère amélioration à 54 jours au 30 juin 2025 contre 55 jours au 30 juin 2024.

Free cash-flow

Au 1^{er} semestre 2025, le Groupe génère un free cash-flow de 31,0 millions d'euros, en ligne avec la séquence annuelle attendue.

Endettement financier net

(En millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
FREE CASH-FLOW	31,0	55,5
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(58,3)	(134,0)
Dettes financières brutes provenant des sociétés acquises	(2,8)	(18,8)
Autres flux liés aux opérations de financement	(11,2)	3,8
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice	(105,1)	(101,3)
Augmentation de capital, actions propres	(83,9)	(2,1)
Autres	61,8	(9,6)
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(168,4)	(206,5)
	30/06/2025	31/12/2024 retraité*
ENDETTEMENT FINANCIER NET	3 206,5	3 038,0

Une réconciliation est présentée à la note 1.6 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

L'endettement financier net du Groupe au 30 juin 2025 est de 3 206,5 millions d'euros, contre 3 038,0 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 3 231,9 millions d'euros au 30 juin 2024. Le levier

d'endettement financier s'élève à 1,92x au 30 juin 2025, contre 1,85x au 31 décembre 2024 et 2,06x au 30 juin 2024.

Distribution de dividendes

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025 a approuvé la distribution d'un dividende, au titre de l'exercice 2024, de 0,45 euro par action, en numéraire. Cette distribution a été effectuée le 28 mai 2025 pour un montant total de 105,1 millions d'euros.

Définitions financières

- La croissance organique du chiffre d'affaires (produits de l'activité ordinaire) du Groupe est calculée en excluant :
 - les effets des changements de périmètre de consolidation des « acquisitions importantes » et des « cessions importantes » (telles que définies dans le Document de Base) réalisées pendant chacune des périodes comparées ainsi que
 - l'effet de la variation des taux de change.
- L'EBITDA ajusté est défini comme l'EBIT ajusté, avant dotations aux amortissements, nettes de la quote-part des subventions virée au compte de résultat.
- La marge d'EBITDA ajusté est définie comme l'EBITDA ajusté divisé par le chiffre d'affaires.
- L'EBIT ajusté est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, perte de valeur sur le *goodwill*, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).
- La marge d'EBIT ajusté est définie comme l'EBIT ajusté divisé par le chiffre d'affaires.
- Le résultat net courant correspond au résultat net en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance courante du Groupe.
- Le *free cash flow* est défini comme l'EBITDA ajusté moins ses éléments non-cash et diminué de la variation de besoin en fonds de roulement, des achats de linge, des investissements industriels (nets des cessions), de l'impôt payé, des intérêts financiers payés et des paiements des passifs locatifs.
- Le levier d'endettement financier correspond au covenant financier tel que défini dans le contrat de financement bancaire signé en 2021 : $\text{leverage ratio} = \frac{\text{endettement financier net}}{\text{EBITDA ajusté}}$ pro forma des acquisitions finalisées au cours des 12 derniers mois et après synergies.

1.4 Confirmation des objectifs 2025

La croissance organique du chiffre d'affaires annuel est attendue légèrement inférieure à +4%.

Les marges d'EBITDA ajusté et d'EBIT ajusté sont attendues en léger progrès par rapport à 2024, tout comme le résultat net courant par action (sur une base diluée) et le *free cash-flow*.

Dans le cadre de la nouvelle politique d'allocation du capital (décrite à la note 10.1 des comptes consolidés de l'exercice au 31 décembre 2024) la baisse du levier d'endettement sera limitée à environ -0,1x sur l'année 2025.

1.5 Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2025 sont ceux détaillés au chapitre 2 du document d'enregistrement universel 2024 à la section 2.3.1 « Facteurs de risques » (pages 132 à 144). Sous réserve de ce qui figure ci-après et de la mise à jour des litiges figurant à la note 7.2 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport, ces facteurs de risque demeurent applicables à la date du présent rapport.

Le groupe Elis est présent aujourd'hui dans 31 pays. Il peut être exposé à des conflits militaires ou à des changements de gouvernement pouvant avoir un impact sur le résultat. À date, les indicateurs sont dans la bonne direction et le Groupe continue de déployer sa politique de gain de productivité dans divers secteurs.

- France et Allemagne, les plus gros contributeurs en chiffre d'affaires continuent d'avoir une performance opérationnelle en croissance versus l'année dernière ;

- Conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine : le Groupe réalise un chiffre d'affaires avoisinant les 25 millions d'euros en Russie et reste peu exposé. La société continue de suivre la situation avec l'évolution constante des sanctions internationales.

D'autre part, la hausse des températures et les événements conséquences du changement climatique dans certaines géographies peuvent impacter l'activité de certaines usines, (restrictions de consommation d'eau, inondations). Le Groupe continue de déployer sa stratégie afin de réduire sa consommation en énergies (eau, gaz, électricité) par des gains en productivité et la mise en place de machine industrielle performante.

Enfin, le Groupe s'assure de mettre en place des dispositifs adaptés au sein des usines dans le but de garantir un environnement de travail adéquat pour l'ensemble des salariés.

1.6 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 5.3 « Rémunération des dirigeants » des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

1.7 Évolution de la gouvernance

Lors du conseil de surveillance du 5 mars 2025, il a été décidé de ne pas renouveler le mandat de membre du conseil de surveillance de Florence Noblot, lequel a pris fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle du 22 mai 2025.

Le 22 mai 2025, s'est tenue l'assemblée générale annuelle d'Elis au cours de laquelle les actionnaires ont approuvé :

- le renouvellement du mandat de deux membres du conseil de surveillance, Michel Plantevin et Anne-Laure Commault-Tingry pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2028 ;
- la nomination de Brasil Warrant Administração de Bens e Empresas SA (BWSA) en qualité de membre du conseil de surveillance, pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2028. BWSA est représentée par Alexis Martineau.

- la nomination de Kelly Becker et Isabelle Adelt en qualité de nouveaux membres du conseil de surveillance, pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2027.

Par courrier du 3 juin 2025, Bpifrance Investissement, représentée par Paul-Philippe Bernier, a fait part de sa démission de son mandat de membre du conseil de surveillance, avec effet du 5 juin 2025, à la suite du franchissement de seuil de 5% à la baisse du fonds Lac1 SLP (dont Bpifrance Investissement assure la gestion) (voir paragraphe 1.8.2 du présent rapport ci-après).

Au 30 juin 2025, la composition du conseil de surveillance d'Elis est de 13 membres dont sept membres indépendants, six femmes et deux représentants des salariés. Par ailleurs, le conseil de surveillance ne dispose plus de censeur, Alexis Martineau ayant été désigné représentant permanent de BWSA depuis le 22 mai 2025.

1.8 Informations concernant le capital social

1.8.1 Répartition du capital social et actionnariat

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5% du capital ou des droits de vote, et des déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 30 juin 2025 :

Actionnaires	30/06/2025					
	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Canada Pension Plan Investment Board ^{(a)(b)}	28 109 795	56 218 401	56 218 401	11,88%	20,39%	20,58%
Brasil Warrant Administração de Bens e Empresas « BWSA » (Kaon E) ^(c)	35 655 902	35 655 902	35 655 902	15,07%	12,93%	13,05%
Flottant, dont :	170 415 687	181 332 798	181 332 798	72,01%	65,77%	66,37%
↳ Wellington Management Group LLP ^(c)	11 908 951	11 908 951	11 908 951	5,03%	4,32%	4,36%
↳ Dirigeants et salariés ^(d)	6 881 748	9 937 186	9 937 186	2,91%	3,60%	3,64%
Actions auto-détenues ^(e)	2 483 061	2 483 061	0	1,05%	0,90%	0%
TOTAL	236 664 445	275 690 162	273 207 101	100%	100%	100%

(a) En ce compris les actions détenues par le(s) représentant(s) de l'actionnaire au conseil de surveillance.

(b) CPPIB a déclaré avoir franchi le seuil en droits de vote de 20% à la baisse en date du 17 juin 2025 (voir paragraphe 1.8.2 du présent rapport ci-après). Au 3 juillet 2025, le seuil de 20% en droits de vote à la hausse est de nouveau franchi par effet de la cession d'une partie de la participation du fonds Lac1 SLP (voir paragraphe 1.8.2 du présent rapport ci-après).

(c) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil en capital de 5% à la hausse en date du 16 avril 2025 (voir paragraphe 1.8.2 du présent rapport ci-après).

(d) Dont 2 749 686 détenues par les salariés (y compris membres du directoire salariés) via le FCPE « Elis Shareholding », 377 635 détenues directement par des salariés de filiales étrangères dans le cadre des offres « Elis for All » et 2 961 604 détenues par les salariés au titre des règlements de plans d'actions de performance mis en œuvre par la Société pour lesquels la période d'acquisition est close (soit une participation des salariés (y compris membres du directoire salariés) de 2,57% du capital social au 30 juin 2025 en application de l'article L.225-102 du Code de commerce).

(e) Dont 48 767 détenues dans le cadre du contrat de liquidité et 2 433 829 hors contrat de liquidité (programme de rachat d'actions). Ces actions sont dépourvues de droit de vote.

NB : Suite à la cession d'une partie de sa participation dans Elis, le fonds Lac1 SLP a franchi le seuil de 5% du capital et des droits de vote à la baisse le 3 juin 2025 (voir paragraphe 1.8.2 du présent rapport ci-après). À la suite de cet événement, Bpifrance Investissement a démissionné de son mandat de membre du conseil de surveillance.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2025 directement ou indirectement, 5% ou plus du capital social et des droits de vote de la Société.

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour à l'adresse fr.elis.com/fr/groupe/relations-investisseurs sur le site Internet du Groupe.

1.8.2 Franchissements de seuils de participation

La société **Wellington Management** Group LLP (Boston, États-Unis), agissant pour le compte de fonds et de clients, a déclaré avoir franchi en hausse, le 15 avril 2025, le seuil de 5% du capital de la société Elis et détenir à cette date, pour le compte desdits fonds et clients, 11 908 951 actions Elis représentant autant de droits de vote, soit 5,03% du capital et 4,41% des droits de vote de la société (déclaration auprès de l'AMF n°225C0666). Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions Elis sur le marché.

Bpifrance Investissement, agissant pour le compte de la société de libre partenariat Lac1 SLP dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 3 juin 2025, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société Elis et détenir, pour le compte de Lac1 SLP, 5 846 738 actions Elis représentant 11 693 476 droits de vote, soit 2,47% du capital et 4,24% des droits de vote de cette société (déclaration auprès de l'AMF n°225C0946). Ce franchissement de seuils résulte d'une cession d'actions Elis hors marché. Préalablement, suite à une attribution de droits de vote double, le seuil de 5% des droits de vote avait été franchi le 1^{er} juin 2025 (déclaration auprès de l'AMF n°225C0926).

Cette cession s'inscrit dans le cadre d'une stratégie dynamique de rotation progressive des actifs et de valorisation du portefeuille, à la suite de la performance boursière de l'action Elis depuis l'entrée du fonds Lac1 au capital.

Le 11 juillet 2025, le fonds Lac1, représenté par sa société de gestion Bpifrance Investissement, a annoncé la cession du solde de ses actions Elis, représentant environ 2,47% du capital d'Elis. La cession de gré à gré des 5 847 238 actions Elis a été réalisée avec un grand investisseur institutionnel international. À l'issue de cette transaction, le fonds Lac1 ne détient plus de titres Elis.

La société de droit canadien Canada Pension Plan Investment Board (**CPPIB**) a déclaré avoir franchi :

- › en baisse, le 11 juin 2025, le seuil de 20% des droits de vote de la société Elis et détenir 28 108 795 actions Elis représentant 56 216 401 droits de vote, soit 11,88% du capital et 19,97% des droits de vote de la société (déclaration auprès de l'AMF n°225C1026). Ce franchissement de seuil résulte d'une augmentation du nombre total de droits de vote de la société.
- › en hausse, le 3 juillet 2025, le seuil de 20% des droits de vote de la société Elis et détenir 28 108 795 actions Elis représentant 56 217 401 droits de vote, soit 11,88% du capital et 20,39% des droits de vote de cette société (déclaration auprès de l'AMF n°225C1195). Ce franchissement de seuil résulte d'une diminution du nombre total de droits de vote de la société Elis. La déclaration d'intention précise notamment que CPPIB envisage d'acquérir des actions supplémentaires d'Elis en fonction des opportunités de marché, toujours dans la limite de moins de 30% du capital et des droits de vote d'Elis. CPPIB n'envisage pas de prendre le contrôle d'Elis - CPPIB est un investisseur stable et long terme et soutient la stratégie mise en place par Elis.

Aucun autre franchissement de seuil de 5% du capital n'a été déclaré à l'AMF.

1.8.3 Actions nouvelles potentielles

Au 30 juin 2025, les titres donnant accès au capital de la Société sont :

- › les actions de performance attribuées par la Société (voir note 5.2 des comptes semestriels consolidés condensés figurant à la section 2 du présent rapport), soit 2 630 743 droits susceptibles de donner lieu à l'émission de 2 630 743 actions nouvelles (étant précisé que la Société peut toutefois décider de procéder en lieu et place à la livraison d'actions existantes issues de son programme de rachat d'actions) ;
- › les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes émises par la Société le 22 septembre 2022, dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs qualifiés uniquement conformément à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier, pour un montant total en principal de 380,0 millions d'euros, arrivant à échéance le 22 septembre 2029 (les « Océanes 2029 »).

Les porteurs d'obligations pourront bénéficier d'un droit de remboursement au montant principal plus les intérêts cumulés à la date du 22 septembre 2027. À la suite de la distribution du dividende au titre de l'exercice 2024, le ratio de conversion/d'échange des Océanes 2029 a été ajusté, à compter du 28 mai 2025, à 6 146,2538 actions Elis pour une Océane 2029. Les 3800 Océanes 2029 émises par la Société représentent donc 23 355 764 actions Elis sous-jacentes. Ainsi, le nouveau « cours de conversion » des Océanes 2029 s'établit à 16,27 euros, soit une valeur inférieure au cours de bourse au 30 juin 2025.

L'effet potentiellement dilutif des Océanes 2029 était ainsi d'environ 9,87% du capital social de la Société au 30 juin 2025.

L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments est ainsi d'environ 10,98% du capital social au 30 juin 2025.

1.9 Événements postérieurs à la date d'arrêt des comptes semestriels

Il n'y a pas d'événements significatifs, postérieurs à la date d'arrêt des comptes semestriels, qui nécessiteraient de communiquer une information complémentaire dans le présent rapport financier semestriel.

02

Comptes semestriels consolidés condensés

(Non audités)

2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire pour les six premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	Notes	2025	2024 retraité*
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	3.1/3.3	2 343,1	2 246,7
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(363,2)	(356,7)
Coûts de traitement		(864,8)	(834,0)
Coûts de distribution		(351,8)	(333,7)
Frais de vente, généraux et administratifs		(431,1)	(386,4)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances		(0,6)	(5,6)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	4.1	(43,4)	(42,5)
Autres produits et charges opérationnels	4.2	(7,7)	(40,8)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	3.2	280,5	246,9
Résultat financier net	8.1	(64,9)	(66,5)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		215,6	180,3
Charge d'impôt	9	(63,1)	(61,8)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		152,5	118,5
Résultat net des activités abandonnées		0,0	0,0
RÉSULTAT NET		152,5	118,5
Attribuable aux :			
› actionnaires de la société mère		152,5	118,5
› participations ne donnant pas le contrôle		(0,0)	(0,0)
Résultat par action (en euros) :			
› de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,65	€0,50
› dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,61	€0,48
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
› de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,65	€0,50
› dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,61	€0,48

(*) Voir note 1.6.

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire pour les six premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	Notes	2025	2024 retraité*
RÉSULTAT NET		152,5	118,5
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt		(10,5)	2,7
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat		0,0	0,0
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt		(10,5)	2,7
Effets d'impôt		2,8	(0,7)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt		11,6	0,3
Effets d'impôt		(3,0)	(0,1)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets		(4,1)	(74,0)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUVANT ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET		(3,2)	(71,7)
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts		5,7	(6,9)
Effets d'impôt		(1,4)	2,1
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL NE POUVANT ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET		4,3	(4,8)
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		1,1	(76,5)
RÉSULTAT GLOBAL		153,6	42,0
Attribuable aux :			
▸ actionnaires de la société mère		153,6	42,0
▸ participations ne donnant pas le contrôle		(0,0)	(0,0)

(*) Voir note 1.6.

2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire - actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2025	31/12/2024 retraité*
Goodwill	6.1	3 968,4	3 937,7
Immobilisations incorporelles	6.2	598,6	641,0
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	6.3	588,1	573,0
Immobilisations corporelles	6.4	2 418,5	2 353,8
Autres participations		0,2	0,1
Autres actifs non courants		66,2	72,5
Actifs d'impôt différé		42,5	43,3
Actifs liés aux avantages du personnel		4,3	4,5
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		7 686,8	7 625,8
Stocks		209,7	200,0
Actifs sur contrats		56,1	53,1
Clients et autres débiteurs		938,8	839,7
Actifs d'impôt exigible		21,9	21,5
Autres actifs		27,3	27,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.3	234,1	622,0
Actifs détenus en vue de la vente		0,0	0,0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		1 487,7	1 763,9
TOTAL ACTIF		9 174,5	9 389,8

(*) Voir note 1.6.

2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire – passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2025	31/12/2024 retraité*
Capital émis	10.1	236,7	236,7
Primes liées au capital		2 485,2	2 485,2
Réserve sur actions propres		(53,1)	(2,7)
Autres réserves		(427,8)	(424,6)
Résultats accumulés non distribués		1 335,0	1 303,6
Capitaux propres - part du groupe		3 576,0	3 598,2
Participation ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
CAPITAUX PROPRES		3 576,0	3 598,2
Provisions	7.1	91,5	93,0
Passifs liés aux avantages du personnel		102,0	108,6
Emprunts et dettes financières	8.2/8.4	2 341,4	2 653,3
Passifs d'impôt différé		293,8	296,3
Passifs locatifs	6.3	489,9	479,8
Autres passifs non courants		40,1	14,5
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		3 358,7	3 645,3
Provisions - part à moins d'un an	7.1	11,2	11,8
Dettes d'impôt exigible		23,9	24,7
Fournisseurs et autres créditeurs		367,1	407,8
Passifs sur contrats		87,3	86,5
Passifs locatifs - part à moins d'un an	6.3	130,3	125,8
Autres passifs		520,9	482,8
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.2/8.4	1 099,2	1 006,8
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente		0,0	0,0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		2 239,8	2 146,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		9 174,5	9 389,8

(*) Voir note 1.6.

2.5 État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires pour les six premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	Notes	2025	2024 retraité*
RÉSULTAT NET		152,5	118,5
Charge d'impôt	9	63,1	61,8
Résultat financier net	8.1	64,9	66,5
Paievements en actions		13,3	10,7
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.1	501,6	471,1
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	4.1	(0,5)	(0,3)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,7	1,6
Ajustements de compléments de prix et autres éléments sans impact sur la trésorerie		0,3	32,0
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		796,9	762,1
Variation des stocks		(9,8)	0,4
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats		(95,5)	(86,9)
Variation des autres actifs		(3,2)	(3,3)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs		(50,5)	(12,0)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs		49,6	29,1
Variation des autres postes		(1,0)	(2,4)
Avantages du personnel		(2,7)	(2,3)
Impôts versés		(67,7)	(64,6)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		616,1	620,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(11,4)	(10,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		0,0	0,0
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(422,4)	(425,3)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		2,4	4,9
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.2	(58,3)	(134,0)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		0,0	0,0
Variation des prêts et avances consentis		0,4	0,3
Dividendes reçus		0,0	0,0
Subventions d'investissement		(0,4)	0,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(489,6)	(564,2)
Augmentation de capital		0,0	(0,0)
Actions propres		(83,9)	(2,1)
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice		(105,1)	(101,3)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8.2	1 091,5	882,8
Remboursements d'emprunts	8.2	(1 252,9)	(942,5)
Paievements de passifs locatifs (y compris intérêts sur passifs locatifs)		(87,3)	(75,3)
Intérêts financiers nets versés		(66,0)	(58,9)
Autres flux liés aux opérations de financement		(11,2)	3,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(514,9)	(293,4)
VARIATION DE TRÉSORERIE		(388,4)	(237,5)
Trésorerie à l'ouverture		622,0	664,8
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		0,5	(6,6)
Trésorerie à la clôture		234,1	420,6

(*) Voir note 1.6.

2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2025

(en millions d'euros)	Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante « capitaux propres » des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2024, RETRAITÉ*		236,7	2 485,2	(2,7)	3,3	(17,9)	(468,9)	35,3	23,7	1 303,6	3 598,2	0,0	3 598,2
Augmentations de capital en numéraire		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Distributions aux actionnaires	10.2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(105,1)	(105,1)	0,0	(105,1)
Émission/ remboursement de titres convertibles		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en actions		0,0	0,0	33,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(20,2)	13,3	0,0	13,3
Mouvements sur actions propres		0,0	0,0	(83,9)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(83,9)	0,0	(83,9)
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions de filiales - minoritaires		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres variations		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)
RÉSULTAT NET		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	152,5	152,5	(0,0)	152,5
Autres éléments du résultat global		0,0	0,0	0,0	(7,7)	8,6	(4,1)	0,0	0,0	4,3	1,1	0,0	1,1
RÉSULTAT GLOBAL		0,0	0,0	0,0	(7,7)	8,6	(4,1)	0,0	0,0	156,8	153,6	(0,0)	153,6
SOLDE AU 30 JUIN 2025		236,7	2 485,2	(53,1)	(4,4)	(9,3)	(473,0)	35,3	23,7	1 335,0	3 576,0	0,0	3 576,0

(*) Voir note 1.6.

2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2024

(en millions d'euros)	Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante « capitaux propres » des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2023		234,0	2 477,7	(0,7)	(2,4)	(9,5)	(335,8)	35,3	23,4	1 053,3	3 475,2	0,7	3 475,9
Augmentations de capital en numéraire		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)
Distributions aux actionnaires		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(101,3)	(101,3)	0,0	(101,3)
Émission/ remboursement de titres convertibles		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en actions		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,7	10,7	0,0	10,7
Mouvements sur actions propres		0,0	0,0	(2,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(2,1)	0,0	(2,1)
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	(0,7)	(0,3)
Acquisitions de filiales - minoritaires		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres variations		1,6	(1,6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT NET		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	118,5	118,5	(0,0)	118,5
Autres éléments du résultat global		0,0	0,0	0,0	2,0	0,2	(74,0)	0,0	0,0	(4,8)	(76,5)	0,0	(76,5)
RÉSULTAT GLOBAL		0,0	0,0	0,0	2,0	0,2	(74,0)	0,0	0,0	113,8	42,0	(0,0)	42,0
SOLDE AU 30 JUIN 2024 RETRAITÉ*		235,6	2 476,1	(2,8)	(0,4)	(9,3)	(409,8)	35,3	23,4	1 077,0	3 425,1	(0,0)	3 425,1

(*) Voir note 1.6.

2.8 Notes explicatives

Le groupe Elis (« le Groupe ») est un prestataire international présent dans 31 pays, qui fournit des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être. Le Groupe livre des centaines de milliers de clients de toutes tailles dans les secteurs de l'Hôtellerie-Restaurant, de la Santé, de l'Industrie, du Commerce et des Services.

La société Elis (« la Société ») est une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France.

Les présents comptes semestriels consolidés condensés ont été arrêtés par le directoire le 30 juillet 2025 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit et par le conseil de surveillance d'Elis, le même jour.

Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

NOTE 1 Méthodes et principes comptables

1.1 Base de préparation

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Elis comprennent les comptes de la société Elis et de ses filiales, qu'elle contrôle.

Ces comptes sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique à l'exception principalement :

- › des instruments financiers dérivés et des actifs compensatoires, passifs éventuels et passifs financiers représentatifs d'un ajustement de prix, reconnus dans un regroupement d'entreprises, qui sont évalués à la juste valeur ;

- › des passifs (actifs) liés aux avantages du personnel, qui sont évalués à la juste valeur des actifs des plans à laquelle est retranchée la valeur actuelle des obligations à prestations définies, tels que limités par la norme IAS 19 ;

- › des actifs détenus en vue de la vente, qui sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, sauf mention contraire.

1.2 Référentiel appliqué

Les comptes semestriels consolidés condensés d'Elis pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas l'intégralité de

l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés annuels établis au 31 décembre 2024 et avec les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2024.

1.3 Impact des nouveaux textes

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 à l'exception des normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2025.

Le Groupe n'a pas identifié d'impact du nouvel amendement de la norme IAS 21, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2025.

1.4 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes semestriels consolidés condensés requiert du management, de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En

fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ces futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Principes comptables

Pour la préparation des présents comptes semestriels consolidés condensés, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2024, à l'exception :

- de l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt, tel que décrit à la note 9 « Impôts sur les résultats » ;

- de la CVAE et de la participation des salariés, prises en compte dans les résultats des entités françaises du Groupe, qui sont provisionnées à 50% de la charge annuelle estimée ;
- des engagements de retraite qui n'ont pas fait l'objet de nouvelles évaluations actuarielles dans le cadre des comptes semestriels consolidés condensés. La charge de retraite pour la période représente 50% de la charge estimée pour 2025 sur la base des données retenues au 31 décembre 2024, extrapolée des variations significatives des hypothèses (variation des taux d'actualisation et d'inflation).

1.5 Produits perçus de façon saisonnière

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels et tous les indicateurs opérationnels sont peu sujets aux fluctuations saisonnières, à l'exception de l'activité touristique et des congés d'été qui impactent l'activité de certains centres. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations.

Par conséquent, les résultats semestriels pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025 ne reflètent pas forcément ce que seront les résultats pour la totalité de l'année 2025.

1.6 Retraitements des informations financières des exercices antérieurs

Les tableaux suivants présentent les ajustements liés aux regroupements d'entreprises antérieurs par rapport au compte de résultat au 30 juin 2024 inclus dans les comptes semestriels consolidés condensés et aux états financiers au 31 décembre 2024 antérieurement publiés.

IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

La norme IFRS 3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

Les principaux ajustements par rapport aux comptes consolidés antérieurement publiés concernent :

- le compte de résultat du 1^{er} semestre 2024. En effet, la comptabilisation initiale de plusieurs regroupements d'entreprises était inachevée en juillet 2024, au moment de l'arrêté des comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2024 : principalement, les valorisations des relations clientèle et de la marque de Moderna n'ont été finalisées qu'au

second semestre 2024. Ces évaluations ont été réalisées par un expert, respectivement avec la méthode des surprofits et la méthode des redevances actualisées ;

- le bilan du 31 décembre 2024. De même, comme mentionnée à la note 2.4 « Évolutions du périmètre de consolidation » des comptes consolidés 2024, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois était inachevée et les montants de juste valeur n'étaient déterminés qu'à titre provisoire. Les retraitements sont principalement liés à l'affectation du *goodwill* de *Wäscherei Ernst*, acquisition réalisée en décembre 2024 : reconnaissance des relations clientèle, selon la méthode des surprofits, avec intervention d'un expert.

État du résultat net consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	2024 publié	IFRS 3	2024 retraité
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	2 246,7	0,0	2 246,7
Coût du linge, des appareils et des autres consommables	(356,7)	0,0	(356,7)
Coûts de traitement	(834,0)	0,0	(834,0)
Coûts de distribution	(333,7)	0,0	(333,7)
Frais de vente, généraux et administratifs	(386,4)	(0,0)	(386,4)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances	(5,6)	0,0	(5,6)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(41,8)	(0,7)	(42,5)
Autres produits et charges opérationnels	(40,8)	0,0	(40,8)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	247,6	(0,7)	246,9
Résultat financier net	(66,5)	0,0	(66,5)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	181,1	(0,7)	180,3
Charge d'impôt	(62,0)	0,2	(61,8)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	119,1	(0,6)	118,5
Résultat net des activités abandonnées	0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT NET	119,1	(0,6)	118,5
Attribuable aux :			
› actionnaires de la société mère	119,1	(0,6)	118,5
› participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,0	(0,0)
Résultat par action (en euros) :			
› de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,51		€0,50
› dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,48		€0,48
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
› de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,51		€0,50
› dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,48		€0,48

État du résultat global consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	2024 publié	IFRS 3	2024 retraité
RÉSULTAT NET	119,1	(0,6)	118,5
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt	2,7	0,0	2,7
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat	0,0	0,0	0,0
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt	2,7	0,0	2,7
Effets d'impôt	(0,7)	0,0	(0,7)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt	0,3	0,0	0,3
Effets d'impôt	(0,1)	0,0	(0,1)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets	(74,0)	0,0	(74,0)
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	(71,7)	0,0	(71,7)
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts	(6,9)	0,0	(6,9)
Effets d'impôt	2,1	0,0	2,1
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	(4,8)	0,0	(4,8)
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(76,5)	0,0	(76,5)
RÉSULTAT GLOBAL	42,6	(0,6)	42,0
Attribuable aux :			
› actionnaires de la société mère	42,6	(0,6)	42,0
› participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,0	(0,0)

État de la situation financière consolidée - actif

(en millions d'euros)	31/12/2024 publié	IFRS 3 affectation à la date d'acquisition	IFRS 3 variation entre la date d'acquisition et la clôture	IFRS 3 écarts de change	31/12/2024 retraité
Goodwill	3 944,9	(7,1)	0,0	(0,0)	3 937,7
Immobilisations incorporelles	634,2	6,9	(0,0)	0,0	641,0
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	571,1	1,8	0,0	0,0	573,0
Immobilisations corporelles	2 353,4	0,5	0,0	(0,0)	2 353,8
Autres participations	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres actifs non courants	72,5	0,0	0,0	0,0	72,5
Actifs d'impôt différé	43,3	0,0	0,0	0,0	43,3
Actifs liés aux avantages du personnel	4,5	0,0	0,0	0,0	4,5
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	7 623,8	2,0	(0,0)	(0,0)	7 625,8
Stocks	200,0	0,0	0,0	0,0	200,0
Actifs sur contrats	53,1	0,0	0,0	0,0	53,1
Clients et autres débiteurs	839,4	0,3	0,0	(0,0)	839,7
Actifs d'impôt exigible	21,5	0,0	0,0	0,0	21,5
Autres actifs	27,6	0,0	0,0	0,0	27,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	622,1	(0,0)	(0,0)	(0,0)	622,0
Actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	1 763,6	0,4	(0,0)	(0,0)	1 763,9
TOTAL ACTIF	9 387,4	2,4	(0,0)	(0,0)	9 389,8

État de la situation financière consolidée – passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	31/12/2024 publié	IFRS 3 affectation à la date d'acquisition	IFRS 3 variation entre la date d'acquisition et la clôture	IFRS 3 écarts de change	31/12/2024 retraité
Capital émis	236,7	0,0	0,0	0,0	236,7
Primes liées au capital	2 485,2	0,0	0,0	0,0	2 485,2
Réserve sur actions propres	(2,7)	0,0	0,0	0,0	(2,7)
Autres réserves	(424,6)	0,0	0,0	(0,0)	(424,6)
Résultats accumulés non distribués	1 303,6	0,0	(0,0)	0,0	1 303,6
Capitaux propres - part du groupe	3 598,2	0,0	(0,0)	(0,0)	3 598,2
Participation ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAPITAUX PROPRES	3 598,2	0,0	(0,0)	(0,0)	3 598,2
Provisions	92,8	0,1	0,0	(0,0)	93,0
Passifs liés aux avantages du personnel	108,6	0,0	0,0	0,0	108,6
Emprunts et dettes financières	2 653,3	0,0	0,0	0,0	2 653,3
Passifs d'impôt différé	294,3	2,0	(0,0)	0,0	296,3
Passifs locatifs	478,1	1,6	0,0	0,0	479,8
Autres passifs non courants	14,4	0,0	0,0	0,0	14,5
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	3 641,5	3,8	(0,0)	(0,0)	3 645,3
Provisions - part à moins d'un an	11,8	0,0	0,0	0,0	11,8
Dettes d'impôt exigible	24,7	0,0	0,0	0,0	24,7
Fournisseurs et autres créditeurs	409,6	(1,8)	0,0	0,0	407,8
Passifs sur contrats	86,4	0,1	0,0	0,0	86,5
Passifs locatifs - part à moins d'un an	125,7	0,1	0,0	(0,0)	125,8
Autres passifs	482,6	0,2	0,0	(0,0)	482,8
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	1 006,8	(0,0)	0,0	0,0	1 006,8
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	2 147,6	(1,4)	0,0	(0,0)	2 146,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	9 387,4	2,4	(0,0)	(0,0)	9 389,8

État des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en millions d'euros)	2024 publié	IFRS 3	2024 retraité
RÉSULTAT NET	119,1	(0,6)	118,5
Charge d'impôt	62,0	(0,2)	61,8
Résultat financier net	66,5	0,0	66,5
Paievements en actions	10,7	0,0	10,7
Dotations nettes aux amortissements et provisions	470,3	0,7	471,1
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	(0,3)	0,0	(0,3)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,6	0,0	1,6
Ajustements de compléments de prix et autres éléments sans impact sur la trésorerie	32,0	0,0	32,0
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	762,1	(0,0)	762,1
Variation des stocks	0,4	0,0	0,4
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats	(86,9)	0,0	(86,9)
Variation des autres actifs	(3,3)	0,0	(3,3)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs	(12,0)	0,0	(12,0)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs	29,1	0,0	29,1
Variation des autres postes	(2,4)	0,0	(2,4)
Avantages du personnel	(2,3)	0,0	(2,3)
Impôts versés	(64,6)	0,0	(64,6)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	620,1	(0,0)	620,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(10,9)	0,0	(10,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles	0,0	0,0	0,0
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(425,3)	0,0	(425,3)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	4,9	0,0	4,9
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(134,0)	(0,0)	(134,0)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	0,0	0,0	0,0
Variation des prêts et avances consentis	0,3	0,0	0,3
Dividendes reçus	0,0	0,0	0,0
Subventions d'investissement	0,8	0,0	0,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(564,2)	(0,0)	(564,2)
Augmentation de capital	(0,0)	0,0	(0,0)
Actions propres	(2,1)	0,0	(2,1)
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice	(101,3)	0,0	(101,3)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	882,8	0,0	882,8
Remboursements d'emprunts	(942,5)	0,0	(942,5)
Paievements de passifs locatifs (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(75,3)	0,0	(75,3)
Intérêts financiers nets versés	(58,9)	0,0	(58,9)
Autres flux liés aux opérations de financement	3,8	0,0	3,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(293,4)	0,0	(293,4)
VARIATION DE TRÉSORERIE	(237,5)	(0,0)	(237,5)
Trésorerie à l'ouverture	664,8	0,0	664,8
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie	(6,6)	0,0	(6,6)
Trésorerie à la clôture	420,6	(0,0)	420,6

NOTE 2 Évolutions du périmètre de consolidation et faits marquants

2.1 Faits marquants

Programme de rachats d'actions

Le directoire du 5 mars 2025 a décidé, avec l'approbation du conseil de surveillance, la mise en place d'un programme de rachats d'actions au cours de l'année 2025, en application de la 19^e résolution de l'assemblée générale mixte de la Société du 23 mai 2024 (ou de la résolution qui s'y substituerait approuvée par l'assemblée générale annuelle du 22 mai 2025) pour un montant total d'environ 150 millions d'euros, avec pour objectifs de :

- › premièrement, allouer les actions ainsi rachetées à la livraison des plans d'actions de performance destinés aux salariés et aux mandataires sociaux (y compris les membres du directoire) arrivant à échéance en 2025 ainsi qu'à l'abondement des plans d'actionnariats salariés appelés à intervenir dans le cadre des 27^e et 28^e résolutions de l'assemblée générale mixte de la Société du 23 mai 2024 (ou de la 25^e résolution de l'assemblée générale annuelle du 22 mai 2025 qui s'est substituée à la 28^e résolution) ;
- › puis annuler les actions restantes en application de l'autorisation de réduction de capital donnée par la 30^e résolution de l'assemblée générale mixte de la Société du 23 mai 2024 (ou de la 26^e résolution de l'assemblée générale annuelle du 22 mai 2025 qui s'est substituée à la 30^e résolution).

Au cours du 1^{er} semestre 2025, la Société a racheté un nombre de 3 959 098 actions pour 87,1 millions d'euros (au cours moyen de 22,00 euros par action), dont 1 525 269 actions, soit 33,4 millions d'euros ont ensuite été livrées aux bénéficiaires des plans d'actions gratuites de performance.

2.2 Acquisitions réalisées au 1^{er} semestre 2025

Au cours du 1^{er} semestre, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes de sociétés ou d'actifs, pour lesquels le Groupe a conclu qu'il s'agissait de regroupements d'entreprises :

Acquisitions importantes

En Suisse

Elis a réalisé le 10 janvier 2025 l'acquisition de 100% de Wäscherei Bodensee AG. L'entreprise, qui dispose de deux blanchisseries dans le centre et l'est du pays, propose des services de location-entretien de linge plat, principalement à une clientèle en Santé (hôpitaux et maisons de retraite) et en Hôtellerie-Restaurant. La société emploie 220 personnes et l'équipe dirigeante restera en place afin d'accompagner le développement de l'activité. En 2024, Wäscherei Bodensee a réalisé un chiffre d'affaires de 27,4 millions d'euros. Cette nouvelle acquisition permettra de renforcer le réseau d'Elis en Suisse, et enrichira le portefeuille clients sur le secteur de la Santé dans le pays.

En Espagne

Elis a procédé le 2 juin 2025 à l'acquisition de 100% de Bugaderia Neutral SL en Espagne. Située en Catalogne, au sud de Barcelone, Bugaderia Neutral opère une blanchisserie qui s'adresse principalement à une clientèle en Hôtellerie-Restaurant. L'entreprise emploie actuellement 145 personnes. Cette acquisition permettra de poursuivre le développement de l'activité dans la région. En 2024, Bugaderia Neutral a réalisé un chiffre d'affaires de 12,1 millions d'euros.

Autres acquisitions

- › le 20 février 2025 : 100% de la SAS Blanchisserie BSC et de la SCI Tacema en France (chiffre d'affaires d'environ 4,0 millions d'euros, 40 employés) ;
- › le 28 février 2025 : 100% de la société BeMicron SA en Belgique (cleanroom, chiffre d'affaires d'environ 0,8 million d'euros, 2 salariés) ;
- › le 3 mars 2025 : 100% de la société Profilakse SIA en Lettonie (pest control, chiffre d'affaires d'environ 0,3 million d'euros, 10 salariés) ;
- › le 18 avril 2025 : actifs de la société Lavanderia Hospitalaria de Mexico SA de CV (chiffre d'affaires d'environ 0,3 million d'euros en 2024, 4 salariés) ;
- › le 13 mai 2025 : 100% de la société Eradiq SAS en France (pest control, chiffre d'affaires d'environ 0,7 million d'euros, 5 employés) ;
- › le 29 mai 2025 : 100% de la société Arumia SL en Espagne (pest control, chiffre d'affaires d'environ 0,5 million d'euro, 7 employés) ;
- › le 9 juin 2025 : actifs de la société FGMH Services Ltd (chiffre d'affaires d'environ 0,5 million d'euros, 7 salariés) ;
- › le 25 juin 2025 : 100% de la société Abatera SRL en Belgique (pest control, chiffre d'affaires d'environ 1,2 million d'euros, 4 employés).

Ces acquisitions « bolt-on » contribuent à consolider la position du Groupe dans ces différents pays et/ou à poursuivre le développement des services de pest control.

Principales données sur ces transactions

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition sont détaillés ci-après.

(en millions d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition *	Wäscherei Bodensee	Bugaderia Neutral	Autres acquisitions
Immobilisations incorporelles	0,8	0,1	0,0	0,7
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	0,9	0,0	0,9	0,0
Immobilisations corporelles	20,4	9,7	5,7	5,1
Autres participations	0,1	0,1	0,0	0,0
Stocks	0,8	0,8	0,0	0,1
Clients et autres débiteurs	10,4	4,0	3,4	3,1
Actifs d'impôt exigibles	0,8	0,0	0,8	0,0
Autres actifs	0,2	0,1	0,0	0,0
Trésorerie nette	7,0	0,4	3,6	2,9
Emprunts et dettes financières	(2,8)	0,0	(2,0)	(0,8)
Passifs locatifs	(0,8)	0,0	(0,8)	0,0
Autres passifs non courants	(11,2)	(11,2)	0,0	0,0
Dettes d'impôt exigible	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,2)
Fournisseurs et autres créditeurs	(4,4)	(2,3)	(1,5)	(0,6)
Passifs sur contrats	(0,2)	0,0	0,0	(0,2)
Autres passifs	(2,0)	(0,4)	(0,9)	(0,7)
TOTAL DES ACTIFS ET PASSIFS IDENTIFIÉS À LA JUSTE VALEUR	19,9	1,3	9,2	9,5
Goodwill	24,2	8,0	7,4	8,8
PRIX D'ACQUISITION	44,1	9,3	16,6	18,3
Coûts connexes à l'acquisition	1,2	0,4	0,0	0,8

(*) Valeur provisoire, voir ci-après.

Au 30 juin 2025, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale d'un certain nombre de regroupements d'entreprises est inachevée - le Groupe disposant d'une période d'un an après la date d'acquisition pour ajuster l'évaluation des actifs et passifs acquis. Les montants ci-dessus ne sont donc déterminés qu'à titre provisoire.

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises en 2025 ont contribué pour 15,3 millions d'euros au chiffre d'affaires, pour 3,0 millions d'euros à l'EBITDA ajusté, pour 1,7 million d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) et pour 1,3 million d'euros au résultat net.

Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'année 2025, les produits des activités ordinaires additionnels auraient été de 6,9 millions d'euros, l'EBITDA ajusté additionnel de 2,4 millions d'euros, le résultat opérationnel complémentaire (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) de 1,1 million d'euros et le résultat net additionnel aurait été de 1,0 million d'euros.

Goodwills résiduels

Les goodwills résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

Flux de trésorerie liés aux acquisitions

(en millions d'euros)	2025	Wäscherei Bodensee	Bugaderia Neutral	Lavartex	Autres acquisitions
Trésorerie nette acquise avec les filiales	7,0	0,4	3,6		2,9
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition	(43,3)	(9,3)	(16,6)	0,0	(17,4)
Compléments de prix et paiements différés	(22,0)	0,0	0,0	(20,6)	(1,4)
FLUX NET DE TRÉSORERIE	(58,3)	(8,8)	(12,9)	(20,6)	(15,9)

NOTE 3 Information sectorielle relative aux six premiers mois de l'année

Principes comptables

La définition des secteurs et les règles d'évaluation du résultat des secteurs sont homogènes avec celles retenues pour l'établissement des comptes annuels du dernier exercice clos.

3.1 Produits de l'activité ordinaire

2025

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	683,8	605,5	317,4	286,9	218,6	214,1	16,8	2 343,1
Inter-secteur	0,7	3,9	0,1	0,0	(0,0)	0,3	(4,9)	0,0
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE DU SECTEUR	684,4	609,4	317,4	286,9	218,6	214,3	14,7	2 343,1

2024

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7
Inter-secteur	0,7	3,0	0,1	0,0	0,0	0,4	(4,2)	0,0
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE DU SECTEUR	663,9	559,8	309,5	275,9	232,3	195,9	9,3	2 246,7

3.2 Résultat

Indicateurs non définis par les normes IFRS

- › L'EBIT ajusté est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, perte de valeur sur le goodwill, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).
- › L'EBITDA ajusté est défini comme l'EBIT ajusté, avant dotations aux amortissements, nettes de la quote-part des subventions virée au compte de résultat.

2025

(en millions d'euros)	Notes	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
EBITDA AJUSTÉ		285,8	196,7	109,3	91,5	71,0	68,2	(8,6)	813,8
Marge d'EBITDA ajusté		41,8%	32,3%	34,4%	31,9%	32,5%	31,8%		34,7%
Dotations aux amortissements, nettes de la quote-part des subventions virée au compte de résultat	4.1	(135,3)	(114,1)	(63,3)	(65,7)	(41,4)	(39,4)	(0,6)	(459,9)
EBIT AJUSTÉ		150,4	82,5	46,0	25,7	29,6	28,9	(9,2)	353,8
Marge d'EBIT ajusté		22,0%	13,5%	14,5%	9,0%	13,5%	13,5%		15,1%
Frais financiers divers									(1,2)
Autres produits et charges opérationnels	4.2								(7,7)
Charges sur paiements en actions	5.1								(21,1)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	6.2								(43,4)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL									280,5

2024

(en millions d'euros)	Notes	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Éliminations et autres secteurs	Total
EBITDA AJUSTÉ		271,4	175,0	108,1	85,7	80,5	62,5	(9,0)	774,3
Marge d'EBITDA ajusté		40,9%	31,3%	34,9%	31,1%	34,7%	31,9%		34,5%
Dotations aux amortissements, nettes de la quote-part des subventions virée au compte de résultat	4.1	(124,8)	(102,6)	(57,8)	(63,4)	(44,5)	(37,0)	(0,6)	(430,6)
EBIT AJUSTÉ		146,7	72,4	50,3	22,3	36,0	25,5	(9,6)	343,6
Marge d'EBIT ajusté		22,1%	12,9%	16,3%	8,1%	15,5%	13,0%		15,3%
Frais financiers divers									(1,0)
Autres produits et charges opérationnels	4.2								(40,8)
Charges sur paiements en actions	5.1								(12,5)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	6.2								(42,5)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL									246,9

3.3 Désagrégation des produits des activités ordinaires

2025

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Autres secteurs	Total
Linge plat	285,2	226,1	58,7	176,0	183,2	132,0	0,0	1 061,2
Vêtements professionnels	254,5	303,3	127,0	90,5	36,0	56,5	1,3	869,1
Équipements d'hygiène et de bien-être	167,7	61,7	110,8	15,7	0,0	26,5	0,0	382,5
Divers	(23,7)	14,4	20,8	4,7	(0,6)	(0,9)	15,5	30,3
PRODUITS PAR SERVICES	683,8	605,5	317,4	286,9	218,6	214,1	16,8	2 343,1
Hôtellerie-Restaurant	241,6	76,6	54,1	93,2	21,7	102,8	0,0	590,0
Industrie	132,7	208,9	167,5	49,0	41,5	40,1	11,1	650,7
Santé	120,1	218,8	46,5	113,2	153,6	36,9	0,0	689,1
Commerce et Services	210,9	101,3	49,3	31,6	1,7	34,3	5,8	434,8
Divers	(21,5)	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(21,5)
PRODUITS PAR SEGMENT DE CLIENTÈLE	683,8	605,5	317,4	286,9	218,6	214,1	16,8	2 343,1
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	682,2	590,0	296,2	279,6	216,5	213,8	2,8	2 281,0
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	1,6	15,5	21,2	7,4	2,1	0,2	14,0	62,0
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	683,8	605,5	317,4	286,9	218,6	214,1	16,8	2 343,1

2024

(en millions d'euros)	France	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Royaume-Uni & Irlande	Amérique latine	Europe du Sud	Autres secteurs	Total
Linge plat	270,1	200,2	63,3	171,3	197,5	118,7	0,0	1 021,0
Vêtements professionnels	245,4	289,2	120,4	84,8	35,4	51,6	0,0	826,8
Équipements d'hygiène et de bien-être	168,6	56,7	105,2	15,0	0,0	26,0	0,2	371,7
Divers	(21,0)	10,7	20,5	4,8	(0,6)	(0,7)	13,3	27,1
PRODUITS PAR SERVICES	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7
Hôtellerie-Restaurant	230,4	67,1	55,6	91,3	23,4	91,4	0,0	559,3
Industrie	127,5	190,6	163,6	47,5	42,2	37,5	8,1	617,1
Santé	117,1	206,6	41,0	108,4	165,1	34,1	0,0	672,3
Commerce et Services	207,8	92,6	49,2	28,6	1,6	32,5	5,4	417,7
Divers	(19,7)	0,0	(0,0)	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)	(19,7)
PRODUITS PAR SEGMENT DE CLIENTÈLE	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	659,7	543,9	288,6	268,7	230,2	195,4	1,0	2 187,5
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	3,4	12,9	20,8	7,2	2,2	0,2	12,5	59,1
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	663,2	556,8	309,4	275,9	232,3	195,5	13,5	2 246,7

NOTE 4 Autres données opérationnelles relatives aux six premiers mois de l'année

4.1 Amortissements, provisions et autres charges par nature

(en millions d'euros)	2025	2024
Dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subventions virée au compte de résultat) incluses dans l'EBIT :	(459,9)	(430,6)
› Articles textiles en location-entretien	(280,7)	(264,8)
› Autres articles en location-entretien	(18,0)	(17,5)
› Autres immobilisations incorporelles et corporelles	(89,9)	(83,8)
› Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	(71,7)	(64,8)
› Quote-part de subventions virée au compte de résultat	0,5	0,3
Pertes de valeur comptabilisées en autres produits et charges opérationnels	(0,0)	(0,4)
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(43,4)	(42,5)
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS (NETTES DE LA QUOTE-PART DE SUBVENTION VIRÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT)	(503,3)	(473,6)
Dotations ou reprises de provisions incluses dans l'EBIT	0,8	1,7
Dotations figurant en autres produits et charges opérationnels	1,4	1,1
TOTAL DES DOTATIONS OU REPRISES DE PROVISIONS	2,2	2,8

4.2 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	2025	2024
Frais connexes aux acquisitions importantes	(1,2)	(0,8)
Ajustements de compléments de prix	(0,4)	(32,4)
Charges de restructuration	(0,6)	(4,7)
Coûts non capitalisables relatifs au changement des principaux systèmes informatiques	(3,6)	(1,8)
Litiges	(1,5)	(0,2)
Plus ou moins-values liées aux sorties d'immobilisations	0,5	2,1
Charges liées aux cessions de sites	(0,1)	(0,2)
Dépollution – coûts nets des variations de provisions	(0,2)	0,1
Dépréciations d'actifs	(0,0)	(0,4)
Avantages du personnel – effet des modifications de régime	0,0	0,0
Divers	(0,5)	(2,5)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(7,7)	(40,8)
› dont éléments monétaires	(9,2)	(11,5)
› dont dépréciations d'actifs figurant en autres produits et charges opérationnels	(0,0)	(0,4)
› dont dotations, nettes des reprises, aux provisions figurant en autres produits et charges opérationnels	1,4	1,1
› dont plus ou (moins-values) sur cessions d'immobilisations	0,5	2,1
› dont ajustements de compléments de prix	(0,4)	(32,4)
› dont autres produits et charges sans impact sur la trésorerie	0,2	0,4

Les autres produits et charges opérationnels étaient principalement liés en 2024 à la réévaluation du complément de prix de l'acquisition réalisée au Mexique en 2022, les perspectives financières du groupe acquis ayant été revues à la hausse, compte tenu de la performance réalisée au 1^{er} semestre 2024.

NOTE 5 Charges et avantages du personnel relatives aux six premiers mois de l'année

5.1 Charges liées aux avantages au personnel

(en millions d'euros)	2025	2024
Salaires et traitements	(771,2)	(727,4)
Charges sociales	(208,9)	(184,0)
Participation et intéressement des salariés	(23,8)	(24,8)
Autres avantages du personnel	2,7	2,3
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	(13,3)	(10,7)
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions (contributions sociales)	(7,8)	(1,7)
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	(1 022,3)	(946,3)

5.2 Paiements fondés sur des actions

Plan d'épargne Groupe

Au cours du premier semestre, Elis a décidé de mettre en place l'opération d'actionnariat salarié « Elis for All 2025 » ouverte à 20 pays. Le Groupe a commencé à informer ses collaborateurs du lancement de cette opération qui sera finalisée en novembre 2025. Dans ce cadre, les salariés éligibles pourront souscrire des actions d'Elis SA nouvellement émises dont le prix de souscription bénéficiera d'une décote de 30% par rapport à la

moyenne des 20 cours de l'action précédant le jour de l'ouverture de la période de souscription ainsi que d'un abondement à raison d'une action offerte pour 10 actions souscrites. Elis comptabilisera ce plan conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » au second semestre lorsque les conditions de l'opération seront définitivement arrêtées.

Attributions gratuites d'actions de performance

Principes comptables

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur des services reçus dans le cadre des plans d'actions gratuites en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, mesurée en utilisant la méthode de Monte-Carlo, celle-ci étant conditionnée par l'évolution du cours de l'action, et pondérée par l'estimation raisonnable d'atteinte des critères d'attribution des actions.

La charge, enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est comptabilisée en résultat opérationnel.

Comptes semestriels consolidés condensés

Notes explicatives

Le détail des plans d'attribution gratuite d'actions de performance dont les actions ont été acquises au cours du semestre, ou sont toujours en cours d'acquisition au 30 juin 2025 est le suivant :

Attributions gratuites d'actions de performance	2022 - Plan n° 17	2023 - Plan n° 19	2023 - Plan n° 20	2024 - Plan n° 21	2024 - Plan n° 22	2024 - Plan n° 23	2025 - Plan n° 24	2025 - Plan n° 25
Date d'assemblée	30/06/2020	25/05/2023	25/05/2023	25/05/2023	25/05/2023	25/05/2023	25/05/2023	25/05/2023
Date du conseil de surveillance	08/03/2022	07/03/2023 et 10/05/2023	07/03/2023 et 10/05/2023	14/12/2023, 05/01/2024 et 06/03/2024	14/12/2023 et 05/01/2024	14/12/2023, 05/01/2024 et 06/03/2024	17/12/2024	17/12/2024
Date de la décision du directoire	20/05/2022	16/06/2023	22/12/2023	22/04/2024	15/05/2024	06/11/2024	06/03/2025	17/06/2025
Nombre de droits consentis à l'origine	500 500	1 251 994	6 559	990 040	29 250	16 730	1 214 573	16 880
Pourcentage du capital à la date d'attribution	0,223	0,543	0,003	0,420	0,012	0,007	0,513	0,007
› dont membres du comité exécutif	500 500	412 448	0	320 212	0	16 730	397 424	0
› dont membres du directoire :	240 128	197 827	0	162 519	0	0	202 370	0
– Xavier Martiré	144 334	118 908	0	97 685	0	0	121 741	0
– Louis Guyot	55 880	46 036	0	37 820	0	0	47 141	0
– Matthieu Lecharny	39 914	32 883	0	27 014	0	0	33 488	0
Nombre de bénéficiaires	11	513	4	486	18	1	590	25
› dont membres du comité exécutif	11	11	0	10	0	1	11	0
› dont membres du directoire	3 ^(a)	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0	0	3 ^(a)	0
Date d'attribution	20/05/2022	16/06/2023	22/12/2023	22/04/2024	15/05/2024	06/11/2024	06/03/2025	17/06/2025
Date d'acquisition								
› membres du directoire et du comité exécutif	20/05/2025 ^(b)	16/06/2026 ^(b)		22/04/2027 ^(b)		06/11/2027 ^(b)	06/03/2028 ^(b)	
› autres bénéficiaires		16/06/2025 ^(b)	22/12/2025 ^(b)	22/04/2026 ^(b)	15/05/2026 ^(b)		06/03/2027 ^(b)	17/06/2027 ^(b)
Date de fin de conservation des actions								
› membres du directoire et du comité exécutif	20/05/2025 ^(c)	16/06/2026 ^(c)		22/04/2027 ^(c)		06/11/2027 ^(c)	06/03/2028 ^(c)	
› autres bénéficiaires		16/06/2025 ^(c)	22/12/2025 ^(c)	22/04/2026 ^(c)	15/05/2026 ^(c)		06/03/2027 ^(c)	17/06/2027 ^(c)
Droits acquis au 30/06/2025	600 600 ^{(d)(e)}	924 669 ^{(d)(e)}	0 ^(d)	0 ^(d)	0 ^(d)	0 ^(d)	0 ^(d)	0 ^(d)
› dont droits acquis en surperformance au 30/06/2025	100 100 ^(e)	154 120 ^(e)						
Nombre de droits devenus caducs au 30/06/2025	0	92 485	0	27 741	0	0	4 508	0
Nombre de droits restants à acquérir au 30/06/2025	0	388 960	6 559	962 299	29 250	16 730	1 210 065	16 880
› dont membres du comité exécutif	0	388 960	0	320 212	0	16 730	397 424	0
› dont membres du directoire :	0	197 827	0	162 519	0	0	202 370	0
– Xavier Martiré	0	118 908	0	97 685	0	0	121 741	0
– Louis Guyot	0	46 036	0	37 820	0	0	47 141	0
– Matthieu Lecharny	0	32 883	0	27 014	0	0	33 488	0
Nombre de bénéficiaires en activité au 30/06/2025	10	453	4	462	18	1	584	25
› dont membres du comité exécutif	10	10	0	10	0	1	11	0
› dont membres du directoire	3 ^(a)	3 ^(a)	0	3 ^(a)	0	0	3 ^(a)	0

(a) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lechamy.

(b) Les actions sont acquises à l'issue d'une période d'acquisition de deux années à compter de la date d'attribution pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité exécutif (en ce compris les membres du directoire), pour lesquels la période d'acquisition est fixée à trois années à compter de la date d'attribution. Sauf dérogation du directoire, l'acquisition est soumise à une condition de présence ininterrompue au sein du Groupe pendant toute la période d'acquisition.

(c) Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan de sorte que les actions seront disponibles et pourront être librement cédées à l'issue de la période d'acquisition, sous réserve toutefois des périodes légales d'abstention et des dispositions de la charte de déontologie boursière en matière de prévention des abus de marchés. En outre, chaque membre du directoire est tenu de conserver au nominatif pendant toute la durée de ses fonctions un nombre d'actions fixé par le conseil de surveillance conformément à la politique de rémunération des mandataires sociaux décrite dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 2 du document d'enregistrement universel 2024.

(d) Outre ce qui est indiqué au (b), les conditions de performance attachées à l'acquisition définitive des actions sont définies en référence à des critères absolus internes liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT consolidé déterminées sur la base du business plan lui-même en phase avec les attentes du marché, à un critère RSE ainsi qu'à la performance relative de l'action Elis par rapport à un indice de référence. Par ailleurs, trois seuils ont été définis pour déterminer l'atteinte des critères de performance économiques et RSE à l'issue de la période d'acquisition : un seuil de déclenchement (borne basse), un seuil cible et un seuil de surperformance (borne haute). S'agissant du critère boursier, deux seuils ont été définis (seuil cible et de surperformance). La mesure de la performance sera appréciée de manière linéaire entre chacune des bornes. Le nombre d'actions à livrer à l'issue de la période de vesting, sera déterminé en deux étapes : (i) un calcul en fonction de l'atteinte par chacun des critères du seuil ainsi défini, la mesure de la performance étant appréciée de manière linéaire entre chacune des bornes et (ii) une seconde limite sera appliquée afin de tenir compte de l'atteinte ou non des seuils cibles. Concernant les plans mis en œuvre à partir de 2022, en ce qui concerne les critères économiques et RSE, le nombre d'actions à livrer sera de 0%, si le seuil de déclenchement (borne basse) n'est pas atteint ; 25%, si le seuil cible est atteint ; 37,5%, si le seuil de surperformance (borne haute) est atteint. Pour le critère boursier, seuls les deux derniers quotas s'appliqueront. Puis, la seconde limite définie ci-après s'appliquera : (i) si les quatre seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 120 % des actions attribuées ; (ii) si seulement trois seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), et quel que soit l'écart du quatrième critère par rapport au seuil cible, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 90 % des actions attribuées ; (iii) si seulement deux seuils cibles ont été atteints (ou dépassés), et quel que soit l'écart des deux autres critères par rapport à leur seuil cible respectif, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 80 % des actions attribuées ; (iv) si seulement un seuil cible a été atteint (ou dépassé), et quel que soit l'écart des trois autres critères par rapport à leur seuil cible respectif, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 70 % des actions attribuées ; (v) si aucun seuil cible n'a été atteint, le nombre d'actions acquises ne pourra dépasser 60 % des actions attribuées.

(e) Pour les plans n° 17 au profit du comité exécutif (en ce compris les membres du directoire) et n° 19 au profit des salariés livrés au 1er semestre 2025, les quatre seuils visés au d) étant atteints, 120% des actions attribuées ont été acquises.

5.3 Rémunération des dirigeants (informations relatives aux parties liées)

Les principaux dirigeants sont les membres du comité exécutif qui compte dix membres et le Président du directoire au 30 juin 2025. Les rémunérations cumulées attribuées aux principaux dirigeants des six premiers mois de l'année sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2025	2024
Nombre de personnes	11	11
Avantages à court terme - Rémunérations fixes, variables, exceptionnelles et autres	(4,7)	(7,8)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions (IFRS 2)	(8,1)	(3,9)
Avantages postérieurs à l'emploi*	(1,9)	(2,1)
Autres avantages à long terme	0,0	(0,0)
Indemnités de fin de contrat de travail	0,0	(1,0)

(*) Les avantages postérieurs à l'emploi sont relatifs à un régime de retraite supplémentaire conforme aux dispositions de l'article L. 137-11-2 du Code de la sécurité sociale (Loi Pacte).

Les charges relatives aux paiements fondés sur des actions (IFRS 2) sont en forte augmentation au 1^{er} semestre 2025, notamment, à cause de l'ajustement des provisions pour charges patronales, à la suite de la hausse du taux de contribution de 20% à 30% votée dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025.

NOTE 6 Actifs non courants

6.1 Goodwill

(en millions d'euros)	30/06/2025
Valeur brute	4 035,3
Cumul des dépréciations	(97,5)
VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE	3 937,7
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	24,2
Cessions	0,0
Différences de conversion	10,8
Autres variations	0,0
VARIATIONS SUR MONTANT BRUT	35,0
Pertes de valeur comptabilisées	0,0
Différences de conversion	(4,4)
Autres variations	(0,0)
VARIATIONS DES DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS	(4,4)
Valeur brute	4 070,3
Cumul des dépréciations	(101,9)
VALEUR NETTE COMPTABLE À LA CLÔTURE	3 968,4

6.2 Immobilisations incorporelles

Les mouvements qui sont survenus sur la période sont les suivants :

(en millions d'euros)	Marques et clauses de non-concurrence	Relations clientèle	Autres	Total
Valeur brute	265,2	1 424,2	268,6	1 958,0
Cumul des amortissements et des dépréciations d'actifs	(53,5)	(1 079,9)	(183,6)	(1 317,0)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2024	211,7	344,3	85,0	641,0
Investissements	0,0	0,0	11,4	11,4
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	0,4	0,3	0,1	0,8
Mises hors service et cessions	(0,0)	0,0	(0,0)	(0,0)
Amortissements de l'exercice	(1,1)	(42,3)	(11,5)	(54,9)
Différences de conversion	(0,1)	0,1	0,2	0,2
Pertes de valeur comptabilisées	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	0,0	(0,0)	0,1	0,1
Valeur brute	265,6	1 426,0	280,0	1 971,6
Cumul des amortissements et des dépréciations d'actifs	(54,7)	(1 123,7)	(194,6)	(1 373,0)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2025	210,9	302,3	85,4	598,6

6.3 Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation et passifs locatifs

(en millions d'euros)	Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation				Passifs locatifs
	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et matériels	Total	
AU 31 DÉCEMBRE 2024	323,4	237,4	12,2	573,0	605,6
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	0,0	0,0	0,9	0,9	0,8
Nouveaux droits d'utilisation	9,5	70,5	1,8	81,8	81,8
Réévaluation des droits d'utilisation	8,1	1,4	0,4	10,0	10,0
Amortissements de l'exercice	(25,9)	(44,2)	(1,6)	(71,7)	0,0
Pertes de valeur comptabilisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paielements du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	(73,4)
Écarts de conversion	(1,6)	(0,7)	(0,0)	(2,3)	(2,5)
Autres mouvements	(0,5)	(1,7)	(1,2)	(3,5)	(2,1)
AU 30 JUIN 2025	313,1	262,7	12,4	588,1	620,3

Le Groupe a reconnu au 30 juin 2025 des charges de location se rapportant aux contrats de location :

- à court terme pour 3,5 millions d'euros (3,1 millions au 30 juin 2024) ;

- dont l'actif sous-jacent est de faible valeur pour 1,0 million d'euros (1,1 million d'euros au 30 juin 2024) ;
- aux paiements de loyers variables pour 0,5 million d'euros (0,4 million d'euros au 30 juin 2024).

6.4 Immobilisations corporelles

Les mouvements qui sont survenus sur la période sont les suivants :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et matériels	Articles en location-entretien	Total
Valeur brute	1 055,4	129,6	2 077,6	3 096,0	6 358,6
Cumul des amortissements et des dépréciations d'actifs	(415,1)	(116,7)	(1 377,3)	(2 095,8)	(4 004,8)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2024	640,3	12,9	700,3	1 000,3	2 353,8
Investissements	17,8	1,4	94,9	316,0	430,1
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	11,1	0,2	6,9	2,2	20,4
Mises hors service et cessions	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(3,8)	(4,1)
Amortissements de l'exercice	(17,4)	(2,7)	(58,3)	(298,8)	(377,2)
Différences de conversion	(1,6)	(0,2)	(2,0)	(1,5)	(5,3)
Pertes de valeur comptabilisées	0,0	0,0	(0,0)	0,0	(0,0)
Autres mouvements	0,8	0,4	(1,4)	1,1	0,8
Valeur brute	1 084,1	125,0	2 178,4	3 215,8	6 603,4
Cumul des amortissements et des dépréciations d'actifs	(433,3)	(113,0)	(1 438,2)	(2 200,4)	(4 184,9)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2025	650,9	12,0	740,2	1 015,4	2 418,5

Au cours de la période de six mois prenant fin le 30 juin 2025, le Groupe a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 430,1 millions d'euros (418,9 millions d'euros au 30 juin 2024).

6.5 Tests de perte de valeur au 30 juin 2025

Principes comptables

Conformément à IAS 36, le Groupe doit déterminer à la fin de chaque période de présentation de l'information financière s'il existe un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier, en utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

- › Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).
- › Les sources d'information internes sont basées sur les reportings : une baisse significative de profitabilité ou l'incapacité à atteindre le budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Étant donné le contexte macroéconomique, le Groupe revoit régulièrement la performance de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) afin de conclure s'il y a lieu ou pas de ré-estimer la valeur recouvrable de l'UGT et de conduire un test de perte de valeur.

Au 30 juin 2025, deux UGTs (Chili et Malaisie) présentent un indice de perte de valeur (EBITDA réel à fin juin 2025 inférieur à 90% de l'EBITDA budget). Les tests de dépréciation réalisés justifient l'absence de perte de valeur au 30 juin 2025 sur ces UGTs, pour lesquelles il existe un *headroom* significatif.

Après avoir revu à la fois les sources d'information internes et externes, le management a conclu à l'absence de perte de valeur au 30 juin 2025 sur l'ensemble des UGTs.

NOTE 7 Provisions et passifs éventuels

7.1 Provisions

(en millions d'euros)	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
AU 31 DÉCEMBRE 2024	80,3	10,3	14,3	104,8
Augmentations / Dotations de l'exercice	0,0	1,0	1,6	2,6
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Réductions / Reprises de provisions utilisées et non utilisées	(1,2)	(1,2)	(2,4)	(4,8)
Écarts de conversion	0,1	(0,1)	0,1	0,2
Autres	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(0,1)
AU 30 JUIN 2025	79,3	10,0	13,5	102,7
Part à moins d'un an	0,1	7,1	4,0	11,2
Part à plus d'un an	79,2	2,9	9,5	91,5
France	16,8	6,1	2,0	24,9
Royaume-Uni & Irlande	14,3	0,0	(0,0)	14,3
Scandinavie & Europe de l'Est	26,2	0,0	3,3	29,5
Amérique latine	7,3	3,4	7,4	18,0
Autres secteurs	14,6	0,5	0,8	15,9

7.2 Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment ce qui suit.

Litiges au Brésil

Procédure relative à des faits supposés de corruption

À la suite d'une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera Gestão e Higienização de Têxteis SA (Atmosfera) et Prolav Servicos Tecnicos Ltda (Prolav), et relative à des faits supposés de corruption de fonctionnaires pour la période comprise entre 2003 et 2011 dans le cadre de marchés dans l'État de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 30 juin 2025, Atmosfera et Prolav restent dans l'attente d'informations supplémentaires et ne sont donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre des garanties de passif respectivement consenties. Plus précisément, des informations supplémentaires ne devraient être disponibles qu'une fois que l'ensemble des parties à la procédure auront été notifiées de l'ouverture de ladite procédure. À cette fin, une ordonnance a été rendue par le tribunal en charge de l'affaire afin d'obtenir de la part d'un notaire un certificat recensant ceux des défendants ayant déjà été notifiés et ceux ayant d'ores et déjà présenté leur défense.

Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre 2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Dans le cadre de cette procédure, Atmosfera et Prolav pourraient encourir les sanctions suivantes : (i) remboursement au Trésor Public de tous les gains obtenus illégalement par Atmosfera au résultat des actes de corruption et/ou (ii) paiement d'une amende civile s'élevant à un montant maximum de trois fois le montant visé au (i). En outre, Atmosfera et Prolav pourraient éventuellement se voir interdire la conclusion de nouveaux contrats avec toute entité publique brésilienne ou le bénéfice d'avantages fiscaux au Brésil pendant une période de cinq ou dix ans.

Procédures impliquant NJ Lavanderia (procédures à l'encontre de personnes physiques)

En juin 2021, le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête pénale après que les autorités publiques ont réalisé des perquisitions au sein de quatre de ses sites en application de mandats délivrés par le 1^{er} Tribunal pénal du District fédéral (Brasília). À la connaissance du Groupe, l'enquête pénale vise des contrats conclus avec le Secrétariat à la Santé de Brasília entre 2013 et 2016 (à savoir certains des contrats faisant l'objet des procédures décrites ci-dessus et impliquant NJ Lavanderia). Par conséquent, ces mandats de perquisitions avaient pour but de rechercher des preuves d'éventuels méfaits pouvant avoir eu lieu préalablement à l'acquisition de Lavebras (et, par conséquent, de NJ Lavanderia) par le Groupe en 2017, ce bien que des contrats conclus postérieurement à 2017 aient été saisis par les autorités.

Au 30 juin 2025 et à la connaissance de la Société, l'enquête ne vise que des personnes physiques qui ne sont actuellement pas employées par l'une des filiales du Groupe et qui n'exercent aucune responsabilité au sein du Groupe. Il n'existe aucune preuve crédible permettant de conclure que les dirigeants ou salariés actuels du Groupe ont été impliqués dans les faits objet de l'enquête. Plus encore, la responsabilité pénale des personnes morales n'étant pas engagée au Brésil, aucune des entités du Groupe n'est visée par cette procédure pénale, même si certaines entités sont citées dans certains des actes de procédures et concernées par des éléments précis de l'enquête.

Bien que la Société ne soit pas directement impliquée dans l'enquête pénale visée ci-dessus (ni ses filiales, salariés ou dirigeants), elle ne peut exclure que des conséquences

potentielles puissent résulter de cette enquête dans le futur, soit en lien avec les procédures en cours à l'encontre de NJ Lavanderia, soit du fait de toute nouvelle procédure qui pourrait être initiée à terme. La Société ne dispose pas à ce jour d'information lui permettant d'estimer un passif éventuel pouvant, le cas échéant, résulter de ces nouveaux développements ; aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia au 30 juin 2025 en lien avec ces mêmes développements.

Procédures relatives à Lavebras

Le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête anticorruption initiée par la Police Fédérale Brésilienne, laquelle pourrait avoir identifié de potentiels manquements à deux dispositifs législatifs brésiliens, le « Brazilian Clean Companies Act » et l'« Administrative Improbability Act », susceptibles d'impliquer Lavatec Lavanderia Técnica Ltda. (Lavatec), une ancienne filiale fusionnée dans Lavebras en 2014.

Au 30 juin 2025, Lavebras n'a reçu aucune notification officielle relative à ces potentiels manquements, à l'exception d'une procédure distincte conduite par l'administration fiscale à l'encontre d'une organisation sociale, l'ICN.

Dans le cadre de la procédure fiscale visant ICN, l'administration fiscale brésilienne soutient que Lavebras – ainsi que d'autres sociétés – doit être tenue solidairement responsable des obligations d'ICN compte tenu de (i) la nature illégale des paiements effectués par ICN au titre des contrats conclus avec cette dernière et en vertu desquels Lavebras et ICN entretenaient une relation commerciale, et (ii) l'absence de coopération dont ICN a fait preuve au cours de l'inspection menée par l'administration fiscale brésilienne. Une décision administrative de première instance a été rendue en septembre 2019 en vertu de laquelle le point de vue de l'administration fiscale brésilienne a été confirmé. En mai 2024, à la suite de l'appel interjeté par Lavebras en lien avec cette décision, la juridiction administrative en charge de la décision en appel a rendu sa décision et a fait partiellement droit aux demandes de Lavebras. Lavebras reste en l'attente de précisions en lien avec cette décision et étudie les voies de recours éventuelles dont elle dispose pour obtenir gain de cause sur l'ensemble de ces demandes. Sur cette base, au 30 juin 2025, le montant maximum du litige s'élevait à environ 425 millions de réaux, soit environ 66 millions d'euros (en ce compris toutes pénalités, mais à l'exclusion de l'effet futur potentiel de l'inflation).

Lavebras pense toujours disposer de bons arguments pour contester le point de vue de l'administration fiscale brésilienne. Le Groupe considère dès lors que le risque pour Lavebras d'être tenue solidairement responsable avec ICN pour le paiement de l'amende fiscale est limité. Aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Dans l'hypothèse où Lavebras ferait l'objet d'une notification et, à la suite de l'enquête de la Police Fédérale Brésilienne, serait tenue responsable au titre des infractions, Lavebras pourrait être exposée à différentes sanctions, dont (i) l'interdiction de bénéficier de mesures incitatives ou de recevoir des subventions, aides, donations ou prêts de la part d'entités et d'institutions financières publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans, (ii) une amende d'un montant maximum égal à trois fois les montants injustement perçus, (iii) l'interdiction de conclure des contrats avec des entités publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, et (iv) l'obligation de dédommager intégralement l'administration publique de tout préjudice effectivement subi par cette dernière. En outre, Lavebras pourrait faire l'objet d'une amende administrative d'un montant compris entre 0,1% et 20% du chiffre d'affaires brut hors taxe réalisé au cours de l'exercice précédant le dépôt de la procédure administrative. En conséquence de la fusion de Lavatec dans Lavebras intervenue en 2014, les autorités brésiliennes pourraient soutenir que le montant de l'amende administrative devrait être calculé sur la base du chiffre d'affaires brut de Lavebras en lieu et place de celui de Lavatec, ce que Lavebras contestera en considérant que la responsabilité totale de Lavebras (en ce compris le montant de

l'amende et toute réparation due au titre du préjudice susceptible d'être subi) devrait être limitée au montant des actifs Lavatec transférés à Lavebras dans le cadre de la fusion. En l'absence de notification, aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Litiges administratifs avec des clients publics

Le Groupe fait face à des litiges administratifs avec certains de ses clients publics au Brésil du fait de difficultés présumées dans l'exécution de certains contrats ou d'une qualité de service jugée insuffisante. En conséquence, ces clients publics entendent prendre des sanctions à l'encontre de certaines des entités du Groupe au Brésil. Selon les circonstances, ces sanctions peuvent consister en (i) le cas échéant, un remboursement de certains des paiements reçus au titre de ces contrats, (ii) l'application d'amendes, et/ou (iii) une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics s'applique généralement uniquement à la personne morale ayant été sanctionnée, et est en principe limitée au même niveau administratif (à savoir au niveau fédéral, régional ou municipal) que celui du client public ayant prononcé ces sanctions. De plus, une telle interdiction est sans effet sur les contrats en cours avec des clients publics (à l'exception néanmoins (i) du renouvellement de ces contrats, que les clients publics pourraient considérer au cas par cas comme inadaptés, ainsi que (ii) des contrats pour lesquels le prononcé d'une telle interdiction constituerait un motif valable de résiliation). Néanmoins, le Groupe ne peut exclure la possibilité qu'une telle interdiction soit étendue, d'une part, à d'autres États du Brésil ou municipalités et, d'autre part, à d'autres niveaux administratifs (au niveau fédéral, régional ou municipal) sur le territoire concerné, étant entendu toutefois qu'une telle extension ne pourrait avoir lieu qu'au cas par cas et en vertu d'une demande spécifique déposée par une partie ayant un intérêt à agir.

Dans les différents litiges susvisés, le Groupe a soumis ou s'apprête à soumettre ses arguments en défense afin de répondre à ceux développés par ses clients publics et reste en attente des décisions administratives à venir. Lorsqu'une décision administrative définitive sera prise, le Groupe pourra, s'il le souhaite, la contester par voie judiciaire, y compris, dans le but d'obtenir son annulation en invoquant une violation du principe constitutionnel de proportionnalité des sanctions prononcées par les personnes publiques. Parallèlement à cette contestation, le Groupe pourrait, si cela était nécessaire, chercher à obtenir, par voie de procédure d'urgence, la suspension d'une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics en l'attente d'une décision sur le fond.

Parmi les litiges susvisés, en raison de la mise à disposition de quantités de linge vues comme insuffisantes par l'un de ses clients publics dans l'État de Bahia, Atmosfera a été suspendue pour 12 mois, en juillet 2025, de la possibilité de participer aux appels d'offres publics dans l'État de Bahia (au niveau étatique). Atmosfera juge cette sanction injustifiée, notamment parce qu'elle considère que les faits en question sont prescrits et que la sanction est disproportionnée, et a décidé de contester son application. À la date du présent rapport financier semestriel, Atmosfera avait entamé un recours administratif et soumis sa défense en vue d'obtenir une annulation de la décision susvisée, mais n'avait pas encore connaissance de la suite donnée à son recours, étant précisé que la sanction de suspension n'était pas encore mise en œuvre dans l'attente d'une décision suite à son recours administratif.

En lien avec ces différents litiges, des provisions ont été comptabilisées au 30 juin 2025 par la Société pour un montant d'environ 0,6 million d'euros.

Procédure relative à Megalav

Le Groupe a eu connaissance en juillet 2025 d'une procédure engagée par la Cour des comptes de l'État de Espírito Santo à

l'encontre de Megalav Lavanderia Hospitalar Ltda (Megalav), détenue indirectement à 100 % par Atmosfera, en lien avec un marché public conclu par Megalav avec l'un de ses clients publics (la « Procédure »).

Bien que cette Procédure en soit encore à un stade préliminaire, la Société comprend que la Cour des comptes cherche à déterminer si Megalav a produit des documents modifiés lors de la procédure d'appel d'offres afin de démontrer sa capacité technique à fournir des solutions de traçabilité du linge. La Société a initié un examen interne des faits objet de la Procédure, mais n'est pas encore en mesure de conclure. En tout état de cause, elle peut confirmer que Megalav fournit ses services conformément aux termes et conditions dudit contrat public et qu'elle dispose de toutes les qualifications et capacités requises par le contrat.

À ce stade, la Société ne peut exclure qu'une ou plusieurs actions en justice soient intentées à l'encontre de Megalav ou de toute autre entité du Groupe au Brésil au titre du contrat public dont il est question. Selon le fondement juridique de ces actions, Megalav (ou toute autre entité du Groupe au Brésil) pourrait être soumise à des sanctions financières et non financières, notamment des amendes, la publication d'une décision défavorable, l'interdiction temporaire de conclure des contrats avec des entités publiques et/ou de bénéficier de financements ou de subventions publics, ainsi que l'obligation d'indemniser intégralement le gouvernement pour les dommages éventuels subis.

En l'absence de notification reçue en lien avec la procédure à la date du présent rapport financier semestriel et étant donné qu'il est en pratique impossible d'évaluer les conséquences qu'une éventuelle action en justice contre Megalav pourrait avoir, sur Megalav ou le Groupe aucune provision n'a été comptabilisée au 30 juin 2025.

Litige aux Pays-Bas

Elis Nederland B.V. (Elis Nederland) a été informée d'une procédure judiciaire déposée par l'une de ses anciennes employées, qui était salariée d'Elis Nederland jusqu'en 2017, au titre d'un contrat de travail à durée déterminée n'ayant pas fait l'objet d'un renouvellement à l'époque.

Dans son assignation, cette ancienne employée présente plusieurs demandes et indique, entre autres, que son contrat de travail a été résilié de manière illégale et qu'il est donc toujours en vigueur.

Sur cette base, la plaignante réclame un montant total d'environ 0,5 million d'euros, correspondant au préjudice qu'elle estime avoir subi au titre de la perte de revenus du fait notamment de la cessation de son contrat de travail, de la perte de pensions de retraite et aux congés payés non pris, de même qu'un montant de 500,0 millions d'euros pour divers dommages qu'elle estime également avoir subi.

La Société conteste totalement les arguments de son ancienne employée, notamment parce que le contrat de travail était un contrat à durée déterminée, qui ne faisait l'objet d'aucune obligation de renouvellement et qui, avant toute autre chose, n'a pas été résilié par Elis Nederland. La Société estime disposer d'arguments solides pour se défendre contre cette demande et ne pense pas que cette affaire aboutira à l'octroi par le tribunal de l'une des demandes présentées. Sur cette base, la Société n'a pas comptabilisé de provision dans ses comptes au titre de ce litige au 30 juin 2025.

Contrôles fiscaux

Le Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux dans différents pays. Lorsque le Groupe considère, avec ses conseils, disposer de suffisamment d'arguments, aucune provision n'est enregistrée.

NOTE 8 Financement et instruments financiers

8.1 Résultat financier net des six premiers mois de l'année

(en millions d'euros)	2025	2024
Charge d'intérêts sur emprunts et comptes courants de participation mesurée au coût amorti	(60,2)	(62,2)
Charge d'intérêts sur passifs locatifs	(13,8)	(12,7)
Produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif	9,9	12,6
CHARGE NETTE TOTALE D'INTÉRÊTS	(64,2)	(62,3)
Gains/Pertes sur instruments dérivés de taux évalués à la juste valeur par le résultat	0,0	0,0
Gains/Pertes de change liés aux opérations de financement	2,3	0,8
Gains/Pertes sur instruments dérivés de change évalués à la juste valeur par le résultat	(0,6)	1,5
Charges de désactualisation	(2,0)	(8,7)
Autres	(0,3)	2,2
RÉSULTAT FINANCIER NET	(64,9)	(66,5)

8.2 Endettement financier brut

Les sources de financement du groupe Elis reposent sur plusieurs piliers : financements sur les marchés de capitaux court et moyen terme, financements bancaires et placements privés dont la description figure à la note 8.3 « Endettement financier brut » des comptes consolidés au 31 décembre 2024.

Au 30 juin 2025, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

(en millions d'euros)	Échéances des dettes	30/06/2025	31/12/2024
Obligations convertibles	2027	363,7	354,6
USPP	2029, 2032 et 2035	660,5	705,8
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2026, 2027, 2028 et 2029	1 611,5	2 138,5
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	2026	80,1	0,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	inf. à 12 mois	521,0	259,0
Revolving		0,3	0,4
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir		(15,4)	(17,8)
Compte courant bloqué de participation		9,5	11,4
Dette de mobilisation de créances commerciales	programme de 5 ans jusqu'en juin 2028	200,3	200,3
Divers		9,1	7,9
Découverts bancaires		0,0	0,0
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES		3 440,6	3 660,1

Au 30 juin 2025, la totalité des dettes financières tirées à long terme sont à taux fixe. La dette de mobilisation de créances commerciales est à taux variable.

Répartition des dettes financières par devise

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
EUR	3 086,0	3 260,1
USD	354,1	399,5
MYR	0,5	0,5
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	3 440,6	3 660,1

Comptes semestriels consolidés condensés

Notes explicatives

Les principales émissions et remboursements d'emprunts de la période sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	31/12/2024	Change- ments dans les flux de trésorerie découlant d'activités de financement	Changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises	Effet des change- ments dans les taux de change	Variations des découverts bancaires	Autres change- ments	30/06/2025
Obligations convertibles	352,3	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	357,1
USPP	699,5	(0,0)	0,0	(45,4)	0,0	0,0	654,1
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 100,0	(500,0)	0,0	0,0	0,0	0,0	1 600,0
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	0,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	259,0	262,0	0,0	0,0	0,0	0,0	521,0
Revolving	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette de mobilisation de créances commerciales	199,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0
Autres emprunts	8,2	(1,5)	2,8	(0,1)	(0,0)	0,0	9,5
Découverts bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	0,0	0,0
Compte-courant bloqué de participation des salariés	11,4	(2,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	9,3
Emprunts	478,5	338,6	2,8	(0,1)	(0,0)	0,0	819,8
Intérêts courus	47,6	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(22,7)	25,0
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(17,8)	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	(15,4)
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	3 660,1	(161,4)	2,8	(45,4)	(0,0)	(15,5)	3 440,6
Réconciliation avec l'état des flux de trésorerie							
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1 091,5					
Remboursements d'emprunts		(1 252,9)					
Variation de l'endettement		(161,4)					

EMTN (Euro Medium Term Notes)

Au cours du semestre, Elis a remboursé, à son échéance, la tranche de 500,0 millions d'euros de l'émission obligataire souscrite le 3 octobre 2019.

Billets de trésorerie (NEU CP)

Sur les marchés de capitaux court terme, Elis dispose d'un programme de billets de trésorerie, noté Prime-3 par Moody's depuis le 10 avril 2025, visé par la Banque de France, d'un montant de 600,0 millions d'euros.

Au 30 juin 2025, l'encours de billets de trésorerie était de 521,0 millions d'euros contre 259,0 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une variation de 262,0 millions d'euros.

Financements bancaires et placements privés

Au 30 juin 2025, la ligne de crédit renouvelable d'un montant de 900,0 millions d'euros est non tirée.

Programme de cessions de créances commerciales (titrisation)

Le Groupe a souscrit en date du 12 juin 2023 un financement d'un montant maximal de 200,0 millions d'euros, sous la forme d'un programme de cession de créances commerciales en France (titrisation) pour une durée de cinq ans.

Le poste « Clients » comprend un encours de créances commerciales cédées pour un montant de 300,4 millions d'euros au 30 juin 2025 (285,2 millions d'euros au 31 décembre 2024) ; ces créances ne pouvant pas être décomptabilisées après analyse du contrat. Ces opérations étant donc présentées comme un financement sécurisé, au 30 juin 2025, la dette correspondante s'élève à 200,0 millions d'euros (contre 199,9 millions au 31 décembre 2024) ; la différence constituant le dépôt de garantie.

Covenant financier

Les contrats de financement USPP et de crédit renouvelable syndiqué contiennent un *covenant Leverage Ratio*⁽¹⁾ < 3,75 à respecter à la fin de chaque semestre. Sur la base des présents comptes consolidés, le Groupe a satisfait ce ratio et s'attend à le respecter au moins pour les 12 prochains mois.

(1) Le levier d'endettement financier correspond au covenant financier tel que défini dans le contrat de financement bancaire signé en 2021 : $\text{Leverage Ratio} = \frac{\text{endettement financier net (tel que décrit à la note 8.4 « Endettement financier net »)}}{\text{EBITDA ajusté (tel que défini à la note 3.2 « Résultat »)}}$, pro-forma des acquisitions finalisées au cours des 12 derniers mois et après synergies.

8.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins de l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Comptes à vue	194,8	451,8
Équivalents de trésorerie	39,3	170,2
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'ACTIF	234,1	622,0
Découverts bancaires	(0,0)	(0,0)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, NET	234,1	622,0

Les équivalents de trésorerie incluent :

- au 30 juin 2025 : un fonds à double type de part (ETF et OPCVM), avec pour contreparties des établissements bancaires de premier ordre à hauteur de 35,3 millions d'euros.
- au 31 décembre 2024 : des dépôts (pour des durées inférieures ou égales à 3 mois) à hauteur de 60,0 millions d'euros et des titres de créance à hauteur de 101,5 millions d'euros souscrits auprès d'établissements bancaires français de premier ordre.

En Amérique du Sud (hors Mexique), où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 51,9 millions d'euros au 30 juin 2025 (59,7 millions d'euros au 31 décembre 2024).

En Russie, la trésorerie s'élève à 7,7 millions d'euros au 30 juin 2025 (4,1 millions d'euros au 31 décembre 2024). Ce montant est utilisé pour les opérations courantes des filiales dans ce pays.

En France, la trésorerie mobilisée dans le cadre du contrat de liquidité s'élève à 4,7 millions au 30 juin 2025 (1,5 million au 31 décembre 2024).

8.4 Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Obligations convertibles	357,1	352,3
USPP	654,1	699,5
EMTN (Euro Medium Term Notes)	1 600,0	2 100,0
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	80,0	0,0
Billets de trésorerie (NEU CP)	521,0	259,0
Dette de mobilisation de créances commerciales	200,0	199,9
Autres emprunts	9,5	8,2
Découverts bancaires	0,0	0,0
Compte-courant bloqué de participation des salariés	9,3	11,4
Emprunts	819,8	478,5
Intérêts courus	25,0	47,6
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(15,4)	(17,8)
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	3 440,6	3 660,1
Dont part des dettes financières à moins d'un an	1 099,2	1 006,8
Dont part des dettes financières à plus d'un an	2 341,4	2 653,3
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (ACTIFS)	234,1	622,0
SOLDE ENDETTEMENT NET	3 206,5	3 038,0

8.5 Actifs et passifs financiers

Le tableau ci-après présente la comparaison entre la valeur au bilan et la juste valeur des actifs et passifs financiers :

(en millions d'euros)	30/06/2025		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,2	0,2	0,2			
Autres actifs non courants	66,2	66,2	20,9	0,0	45,3	
Actifs sur contrats	56,1	56,1			56,1	
Clients et autres débiteurs	938,8	938,8			938,8	
Autres actifs courants	27,3	27,3	1,5	0,6	25,2	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234,1	234,1			234,1	
ACTIFS FINANCIERS	1 322,5	1 322,5	22,5	0,6	1 299,4	0,0
Emprunts et dettes financières	2 341,4	2 248,4				2 341,4
Autres passifs non courants	40,1	40,1	3,2	36,1		0,7
Fournisseurs et autres créditeurs	367,1	367,1				367,1
Passifs sur contrats	87,3	87,3				87,3
Autres passifs courants	520,9	520,9	1,9	6,9		512,1
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	1 099,2	1 093,9				1 099,2
PASSIFS FINANCIERS (HORS PASSIFS LOCATIFS)	4 455,8	4 357,6	5,1	43,0	0,0	4 407,7

(en millions d'euros)	31/12/2024		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,1	0,1	0,1			
Autres actifs non courants	72,5	72,5	20,6	7,1	44,7	
Actifs sur contrats	53,1	53,1			53,1	
Clients et autres débiteurs	839,7	839,7			839,7	
Autres actifs courants	27,6	27,6	1,0	4,7	21,9	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	622,0	622,0			622,0	
ACTIFS FINANCIERS	1 615,0	1 615,0	21,6	11,9	1 581,5	0,0
Emprunts et dettes financières	2 653,3	2 576,2				2 653,3
Autres passifs non courants	14,5	14,5	4,4	9,6		0,5
Fournisseurs et autres créditeurs	407,8	407,8				407,8
Passifs sur contrats	86,5	86,5				86,5
Autres passifs courants	482,8	482,8	19,5	0,0		463,2
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	1 006,8	1 001,8				1 006,8
PASSIFS FINANCIERS (HORS PASSIFS LOCATIFS)	4 651,6	4 569,5	23,9	9,6	0,0	4 618,1

Le tableau ci-après détaille le niveau auquel chaque juste valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

(en millions d'euros)	30/06/2025	Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,2			0,2
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	-		-	
Dérivés actifs courants (change à terme)	2,1		2,1	
Actifs compensatoires	20,9			20,9
ACTIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR	23,1	-	2,1	21,1
Dérivés passifs non courants (cross-currency swap)	36,1		36,1	
Dérivés passifs courants (change à terme)	8,5		8,5	
Dettes liées aux acquisitions	3,5			3,5
PASSIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR	48,1	-	44,6	3,5
USPP	631,4		631,4	
Bons à moyen terme négociables (NEU MTN)	80,1	80,1		
EMTN (Euro Medium Term Notes)	1 603,3	1 603,3		
Obligations convertibles - composante dette	367,4		367,4	
PASSIFS DONT LA JUSTE VALEUR EST UTILISÉE DANS L'ANNEXE	2 682,2	1 683,4	998,8	-

(en millions d'euros)	31/12/2024	Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,1			0,1
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	7,1		7,1	
Dérivés actifs courants (change à terme)	5,7		5,7	
Actifs compensatoires	20,6			20,6
ACTIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR	33,5	-	12,8	20,7
Dérivés passifs non courants (cross-currency swap)	9,6		9,6	
Dérivés passifs courants (change à terme)	0,5		0,5	
Dettes liées aux acquisitions	23,5			23,5
PASSIFS MESURÉS À LA JUSTE VALEUR	33,6	-	10,1	23,5
USPP	659,6		659,6	
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 081,8	2 081,8		
Obligations convertibles - composante dette	357,6		357,6	
PASSIFS DONT LA JUSTE VALEUR EST UTILISÉE DANS L'ANNEXE	3 099,0	2 081,8	1 017,2	-

NOTE 9 Impôts sur les résultats

Principes comptables

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen attendu pour la totalité de la période annuelle pour chaque juridiction fiscale.

Le taux d'impôt effectif moyen est en forte baisse à 29,3% au 30 juin 2025 (contre 34,3% au 30 juin 2024), notamment grâce à :

- l'absence, en 2025, d'ajustements de compléments de prix significatifs, non déductibles fiscalement (voir note 4.2 « Autres produits et charges opérationnelles ») ;
- la déduction fiscale de charges sur paiements en action (IFRS 2) suite à la livraison gratuite d'actions de performance, dans le cadre du programme de rachat d'actions propres annoncé en mars 2025.

Par ailleurs, la charge d'impôt 2025 est impactée par la contribution exceptionnelle créée par la loi de finances 2025 en France, qui s'élève à 5,4 millions d'euros (dont 3,6 millions d'euros au titre de la quote-part relative à 2024, enregistrée en totalité en charges sur le semestre).

NOTE 10 Capitaux propres et résultats par action

10.1 Évolution du capital

Nombre d'actions au 31 décembre 2024	236 664 445
NOMBRE D'ACTIONS AU 30 JUIN 2025	236 664 445
Nombre d'actions autorisées	236 664 445
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	236 664 445
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	1,00
Actions de l'entité détenue par elle-même	2 483 061
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-

10.2 Dividendes et distributions payés

Il a été décidé lors de l'assemblée générale annuelle du 22 mai 2025 de distribuer un dividende en numéraire au titre de l'exercice 2024 de 0,45 euro par action pour un montant de 105,1 millions d'euros.

Au cours de l'exercice précédent, il a été décidé lors de l'assemblée générale annuelle du 23 mai 2024 de distribuer un dividende en numéraire au titre de l'exercice 2023 de 0,43 euro par action pour un montant de 101,3 millions d'euros.

10.3 Résultats par action relatifs aux six premiers mois de l'année

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période figure ci-après :

(en millions d'euros)	2025	2024
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère		
› Activités poursuivies	152,5	118,5
› Activités abandonnées	0,0	0,0
RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	152,5	118,5
Charge d'intérêts relative aux obligations convertibles en actions (nette d'impôt)	6,7	6,5
RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE, AJUSTÉ POUR L'EFFET DE LA DILUTION	159,2	125,1
Nombre moyen pondéré d'actions	234 899 380	235 829 701
Impact potentiel de la conversion d'obligations convertibles	23 355 764	23 355 764
Impact potentiel des actions dont l'émission est conditionnelle	671 450	717 587
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	258 926 595	259 903 052
Résultat par action (en euros) :		
› de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,65	€0,50
› dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,61	€0,48
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :		
› de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,65	€0,50
› dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,61	€0,48

NOTE 11 Engagements hors bilan

(en millions d'euros)

	30/06/2025	31/12/2024
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	2,2	2,2
Avals, cautions et garanties données		
Garanties de passif		
Engagements reçus		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues	27,7	32,6
Garanties de passif	167,8	165,9

NOTE 12 Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la date de clôture significatifs, qui nécessiteraient de communiquer une information complémentaire dans les présents comptes semestriels consolidés condensés.

03

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Forvis Mazars
45, rue Kléber
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025)

Aux Actionnaires,

Elis

5, boulevard Louis Loucheur
92210 Saint-Cloud

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- › l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Elis, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- › la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 30 juillet 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Bardadi Benzeghadi

Forvis Mazars SA
Francisco Sanchez

04

Attestation de la personne responsable

La responsabilité du présent document est assurée par Xavier Martiré, Président du directoire.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, figurant en page 3, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Saint-Cloud, le 30 juillet 2025

Le Président du directoire

Xavier Martiré



elis.com

